



Bilan du premier semestre 2026

La couverture médiatique
de l'environnement au
rythme des canicules :
une volatilité record.

Sommaire

L'Observatoire des Médias sur l'Écologie	3
Enseignements clés	4
Bilan général	6
Audiovisuel	6
Presse écrite	8

Focus

1. Vagues de chaleurs	10
2. Élections municipales (janvier-mars 2026)	19
3. Transition énergétique	24
4. Désinformation climatique	27

Annexes

1. Graphiques conséquences des canicules dans la presse écrite	30
2. Note méthodologique sur la couverture de la climatisation	33
3. Note méthodologique sur la couverture médiatique du véhicule électrique	34

L'Observatoire des Médias sur l'Écologie

Lancé en novembre 2024, l'Observatoire des Médias sur l'Écologie (OMÉ) analyse le traitement médiatique des enjeux environnementaux dans les programmes d'information audiovisuels et dans la presse écrite.

Spécifiquement, il mesure :

- la prévalence de trois crises environnementales (crise climatique, crise de la biodiversité, crise des ressources naturelles) ;
- les différents maillons des chaînes causales de ces crises : traite-t-on des causes (e.g., énergies fossiles, CO₂, etc.), des conséquences (e.g., canicules, raréfaction des ressources, chute des rendements agricoles, etc.) ou des solutions (e.g., électrification, sobriété, agro-écologie, etc.) ;
- les secteurs d'activités représentés (mobilité, bâtiment, énergie, agriculture, etc.) ;
- la prévalence de la mésinformation climatique dans les médias audiovisuels.

L'Observatoire est coordonné par un consortium d'acteurs associatifs et privés (Data For Good, éclaircies, Eleven Strategy, Expertises Climat, Mediatree, Plus de climat dans les médias, QuotaClimat et Science Feedback).

Il est également soutenu par l'ADEME depuis sa création. L'Observatoire des Médias sur l'Écologie est également une opération soutenue par l'État dans le cadre du dispositif « Soutenir les Alternatives Vertes » de France 2030, opéré par la Banque des territoires (Caisse des Dépôts).



BANQUE des
TERRITOIRES



L'ensemble de sa méthodologie est retravaillé et relu grâce au soutien de son comité d'experts indépendant composé d'une diversité de scientifiques spécialistes des médias, de la sociologie, de l'informatique ou encore des écosystèmes. Tous les travaux de l'Observatoire sont publiés en open-source, sous licence ODBL. Le code produit et utilisé est également accessible publiquement¹.



Contacts presse

Expertises Climat

Célia Gautier, celia.gautier@expertisesclimat.fr,
+33 6 72 34 00 27

QuotaClimat

Eva Morel, eva.morel@quotaclimat.org,
+33 6 33 40 84 92

Plus de Climat dans les Médias

Claire Morvan, claire@climatmedias.org,
+33 6 14 65 09 40

¹<https://github.com/dataforgoodfr/quotaclimat>

Enseignements clés

Le premier semestre 2026 a battu à la fois le record haut et le record bas de l'Observatoire, à trois mois d'intervalle. La couverture environnementale tombe à 2,8 % du temps d'antenne en mars, plus bas niveau depuis le début des mesures en 2023, puis atteint 19 % la semaine du 22 juin, plus haut niveau jamais mesuré. L'environnement n'existe médiatiquement que lorsqu'un événement l'impose, avant de redescendre d'autant plus bas qu'il est monté haut.

2,8%

19%



L'adaptation s'installe à l'agenda : les mentions d'adaptation passent de 20 % des séquences en 2023 à près de 50 % lors du second épisode caniculaire de 2026. Cette progression profite aux réponses immédiates (ventilateurs, climatisation), tandis que les solutions structurelles (rénovation thermique, végétalisation) restent marginales.

452

cas de mésinformation climatique ont été détectés entre janvier et juin 2026 (17 cas par semaine en moyenne), une hausse de 28 % par rapport au premier semestre 2025.

La climatisation est moins présentée comme une solution technique qu'un marqueur d'appartenance politique. Sur les 396 articles consacrés au sujet pendant la canicule de juin, 13 % (53 articles) prêtent explicitement aux écologistes ou à la gauche une posture idéologique. Aucun autre terme du registre de l'adaptation ne déclenche cet affrontement partisan, ce qui explique en grande partie pourquoi il écrase tous les autres sujets.



42%

Les médias lient de mieux en mieux les canicules au climat, et de moins en moins le climat aux énergies fossiles : la mention explicite du changement climatique lors des canicules atteint 42 %, contre 33 % en 2023. Mais la part de séquences évoquant les causes (énergies fossiles, émissions de gaz à effet de serre...) a été divisée par deux entre les deux canicules de 2026, passant de 14 % à 7 %.

Plus tôt dans l'année, pendant la campagne pour les municipales, l'Observatoire des Médias sur l'Écologie a relevé une faible couverture de l'environnement. Pourtant, c'est à l'échelle locale que les leviers d'action et les impacts des crises environnementales sont les plus concrets. La couverture des sujets environnementaux est en baisse de -24 % sur la période en comparaison de la moyenne de 2025 dans l'audiovisuel, -33 % sur les chaînes d'info en continu. Le contraste avec les attentes des citoyens est net : 63 % des électeurs déclarent refuser de voter pour un maire qui reviendrait en arrière sur la transition (Ifop, janvier 2026).

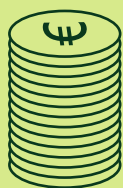
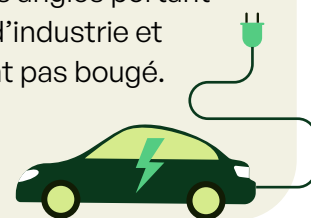


Pendant les municipales, le thème de la végétalisation est en nette progression dans les médias, tandis que la voiture et l'alimentation sont à la baisse. +140 % d'articles ont été publiés sur la végétalisation et +17 % sur les mobilités durables, contre -11 % sur la voiture et -20 % sur l'alimentation.

En revanche, le contexte de la guerre au Moyen-Orient et du blocage du détroit d'Ormuz a mis l'électrification à l'agenda médiatique. Les mentions du terme « électrification » ont été multipliées par 10 dans l'audiovisuel et par 5 dans la presse au pic, avec un niveau désormais 3 fois supérieur au début d'année pour l'audiovisuel et 2 fois pour la presse. Le sujet préexistait toutefois à la crise : la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), annoncée en février, l'avait déjà installée dans la presse écrite.



Sur le véhicule électrique, la crise au Moyen-Orient a rebattu les cartes des cadrages médiatiques, avant un retour à la situation de départ. L'angle « pouvoir d'achat » pour couvrir ce thème a presque doublé, puis s'est maintenu 50 % au-dessus de son niveau de janvier. L'angle « sortie des énergies fossiles » a triplé avant de retomber à son plancher, autour de 5 %. Cette fenêtre de visibilité n'a duré que quelques mois. Les angles portant sur les questions d'industrie et d'emploi, eux, n'ont pas bougé.



Dans le contexte du blocage du détroit d'Ormuz, les médias ont fait de l'énergie un sujet de pouvoir d'achat plutôt qu'un sujet climatique. Les médias ont centré leur cadrage sur le prix des carburants et l'impact pour les automobilistes, délaissant les causes structurelles de la dépendance aux énergies fossiles. Les mentions du réchauffement climatique restent à leur niveau moyen historique, sans aucune hausse. Ce choc énergétique majeur n'a produit aucun surcroît de discours climatique dans les médias.

Bilan général



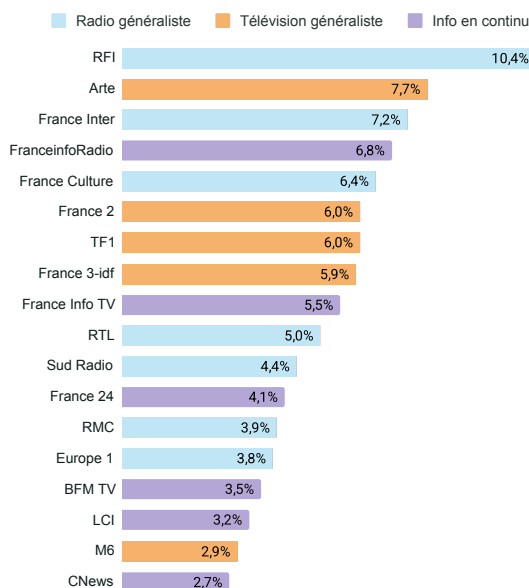
Audiovisuel

Entre le 5 janvier et le 30 juin 2026 : **5,3 %** des contenus d'information diffusés par les médias audiovisuels ont été consacrés aux enjeux environnementaux (toutes crises environnementales confondues). Cette part **est en hausse** par rapport au **premier semestre 2025 (4,9 %)**, et au **premier semestre 2024 (3,9 %)**. Cette évolution traduit une progression conjoncturelle de la place accordée aux enjeux environnementaux à la télévision et à la radio sur les deux dernières années, tirée à la hausse par les événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Distinction par médias

Comme au second semestre 2025, l'audiovisuel public médiatise davantage les enjeux environnementaux que les chaînes privées, radio, télévision et info en continu confondues. Pour les radios généralistes, c'est presque deux fois plus, avec 8 % des journaux, flashes et autres contenus d'information consacrés à ces enjeux sur les ondes publiques (Radio France), contre 4,2 % pour l'ensemble des chaînes privées au premier semestre 2026.

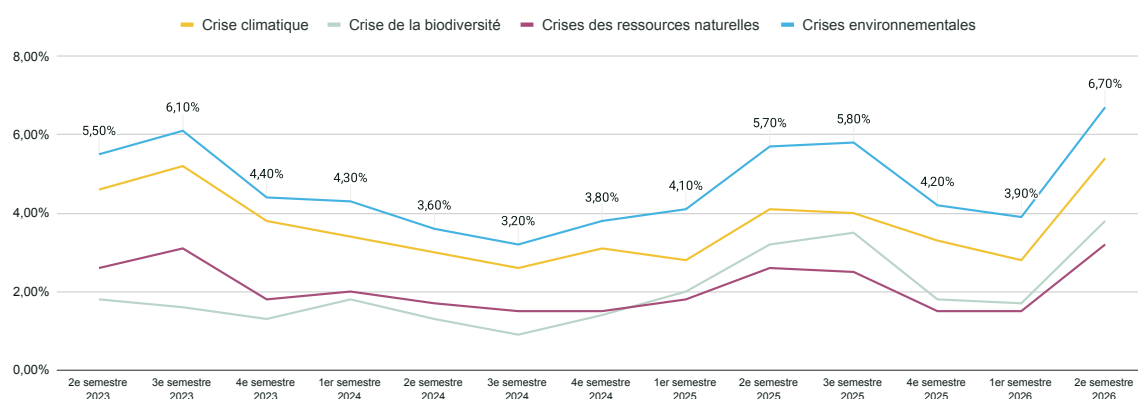
Couverture médiatique dans les programmes d'information des média audiovisuel - 1^{er} semestre 2026



Comme au premier et au second semestre 2025, la chaîne de radio publique **Radio France Internationale (RFI)** est le média audiovisuel qui propose le plus de contenus sur l'environnement : elle dépasse la barre des 10 % des contenus d'information dédiés à ces enjeux. Pour la télévision, **Arte occupe toujours la première place**, avec 7,7 % de ses programmes d'information traitant de sujets environnementaux (un résultat identique au semestre précédent). France 2 (audiovisuel public) et TF1 (groupe Bouygues) sont ex-aequo avec 6 % de temps d'antenne relatif à au moins une crise environnementale (soit une légère progression par rapport aux deux semestres précédents).

Distinction par types de crises environnementales

Couverture médiatique des crises environnementales

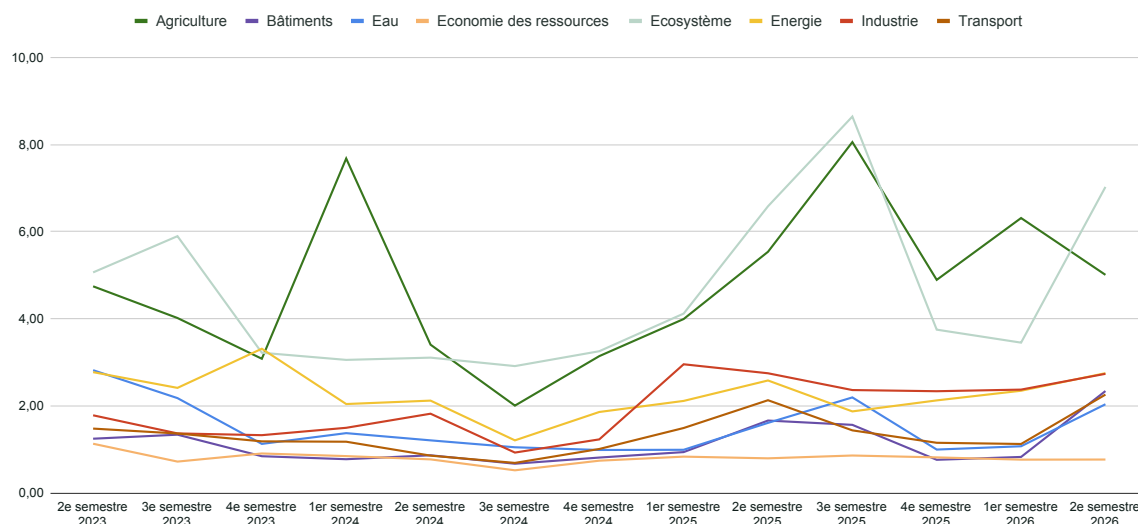


Périmètre : audiovisuel, 2023 - 2026

Ce semestre, la crise climatique demeure la crise environnementale la plus fréquemment évoquée dans les programmes d'information télé et radio, avec **4,1 % de temps d'antenne consacré à cette thématique**. Elle est suivie par la crise de la biodiversité (2,8 %), et la crise des ressources naturelles (2,3 %). Les trois crises environnementales ont progressé de façon totalement corrélée (contrairement à l'été 2025 porté par les débats agricoles par exemple), symptôme du double rôle des canicules et vagues de chaleur comme conséquences du changement climatique, mais aussi comme une cause (parmi d'autres) de la crise de la biodiversité et de la raréfaction de la ressource en eau.

Distinction par secteurs

Couverture des différents secteurs d'activités dans les médias audiovisuels



Périmètre : médias audiovisuels, entre le 5 janvier et le 5 juillet 2026.

Les **écosystèmes** sont la **thématique environnementale la plus traitée**, à la faveur des canicules et premiers incendies du semestre². Les **enjeux agricoles** restent la **seconde thématique** la plus traitée, particulièrement tirée à la hausse par le premier trimestre 2026. Canicules et vagues de chaleurs **ont fait nettement progresser les thématiques bâtiments / logements et transport**, au plus haut niveau depuis le début des mesures de l'Observatoire.

² Les incendies du second semestre 2026 ne font pas l'objet d'une analyse dans ce bilan.



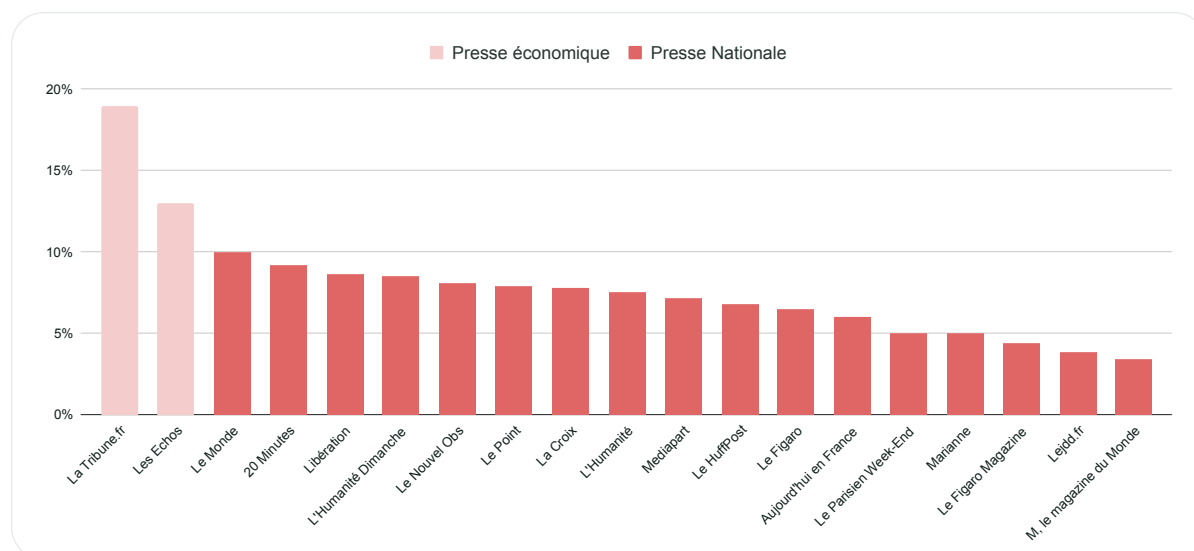
Presse écrite

Au premier semestre 2026, **5,8 %** des articles de presse écrite ont évoqué au moins une crise environnementale. Cette proportion est stable par rapport au **second semestre 2025 (5,8 %)**, mais légèrement inférieure à celle observée au **premier semestre 2025 (6,1 %)**.

Après la progression enregistrée l'an dernier, la part des articles consacrés à l'environnement semble ainsi se stabiliser, traduisant une présence durable de cette thématique dans la presse écrite, mais sans toutefois noter d'augmentation significative sur la période récente.

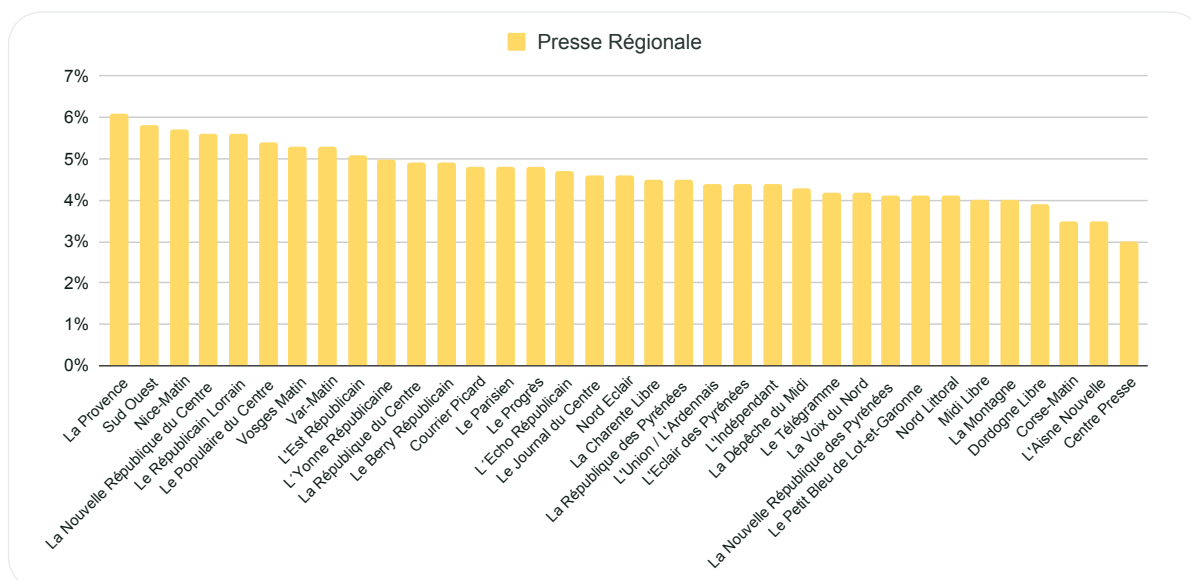
Distinction par médias

La moyenne de ce semestre est tirée à la hausse par la PQN (7,8 %), la PQR enregistrant quant à elle une moyenne de 4,7 % d'articles portant sur l'environnement parmi tous les articles publiés entre le 5 janvier et le 30 juin 2025.



Périmètre : presse nationale, toutes crises environnementales, 5 janvier - 5 juillet 2026.

Comme lors des semestres précédents, la **presse économique** reste celle qui évoque le plus les problématiques liées à l'environnement dans ses sujets. Dans le journal *La Tribune*, au premier semestre 2026, près de deux articles sur dix abordent un enjeu lié de près ou de loin à l'environnement (notamment sous le prisme de la transition énergétique, de l'industrie, ou des débats agricoles). C'est environ un article sur dix dans le quotidien généraliste *Le Monde*, en tête des titres généralistes.

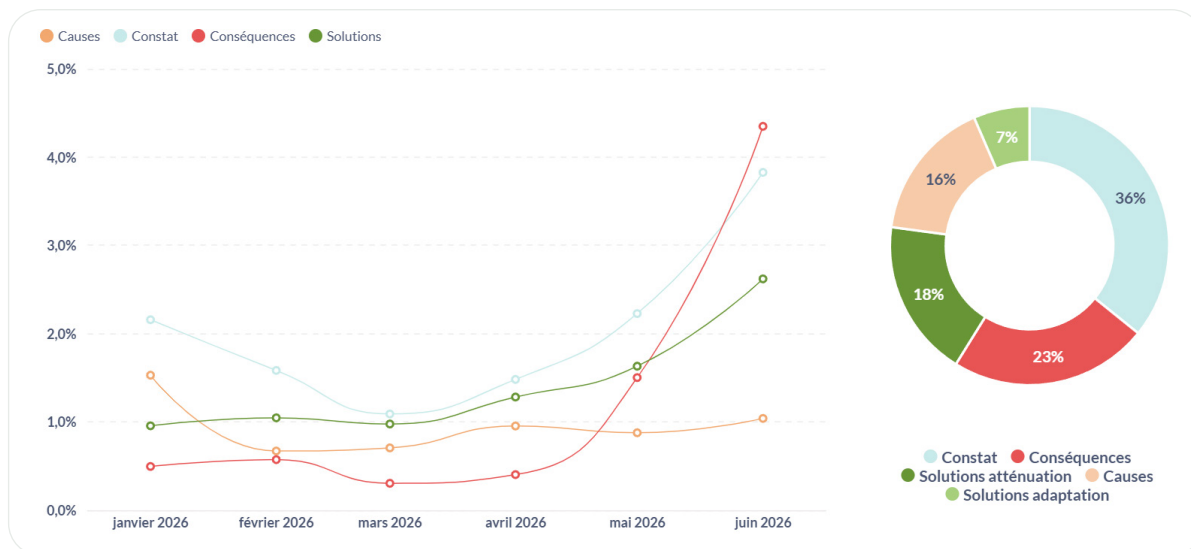


Périmètre : presse quotidienne régionale, toutes crises environnementales, 5 janvier - 5 juillet 2026.

Du côté de la presse régionale, le quotidien *La Provence* figure pour la première fois dans le trio de tête des médias de PQR qui traitent le plus des crises environnementales, avec 6,1 % des articles dédiés à cette thématique, suivi de *Sud-Ouest* et *Nice-Matin*.

Distinction par types de crise environnementale

Comme en presse écrite, la crise climatique a été la crise environnementale la plus traitée par la télévision et la radio au premier trimestre 2026. Et comme en presse écrite, la couverture de l'érosion de la biodiversité et des ressources naturelles a été portée par le contexte des vagues de chaleur et de la sécheresse.



Périmètre : analyse de la chaîne causale du traitement de la crise climatique, presse écrite, 5 janvier - 5 juillet 2026.

Sur l'ensemble de la période, la presse écrite a principalement traité le changement climatique sous l'angle des solutions. Seule exception : la dernière semaine de juin, marquée par l'une des plus fortes vagues de chaleur jamais enregistrées en France, durant laquelle les impacts de la canicule ont largement dominé la couverture (cf *Focus Vagues de chaleur* p.7).

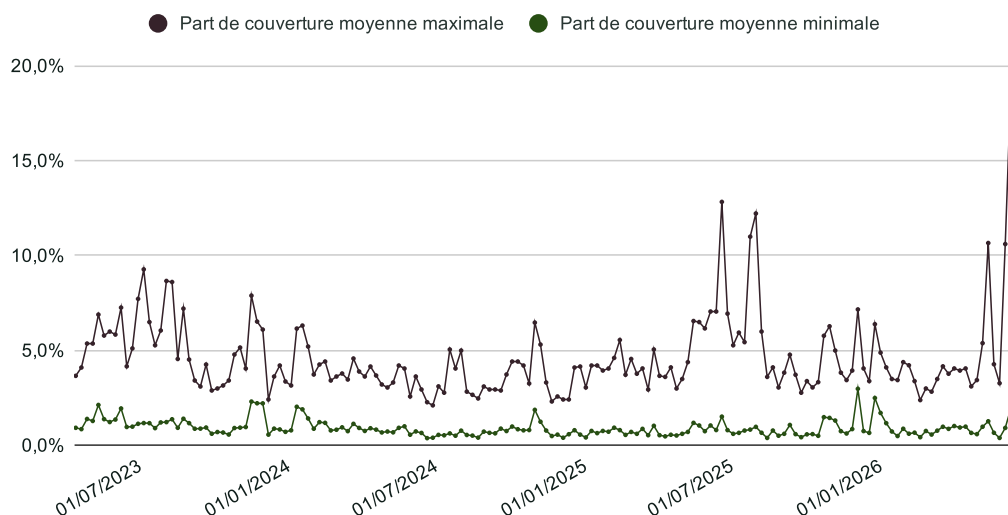
L'Humanité Dimanche est le journal qui recontextualise le plus la crise climatique : 62,5 % des articles traitant des conséquences du changement climatique mentionnent aussi ses causes. (Pour *Le Monde* c'est 40 %, et pour *Libération* 33 %).

Vagues de chaleurs

Depuis 4 ans, les vagues de chaleurs génèrent de plus en plus d'intérêt médiatique, au profit notamment de l'adaptation, sans pour autant parvenir à en visibiliser les causes

Un pic de couverture historique des enjeux environnementaux

Évolution de la couverture médiatique moyenne, maximale et minimale sur les médias audiovisuels analysés par l'Observatoire depuis son lancement



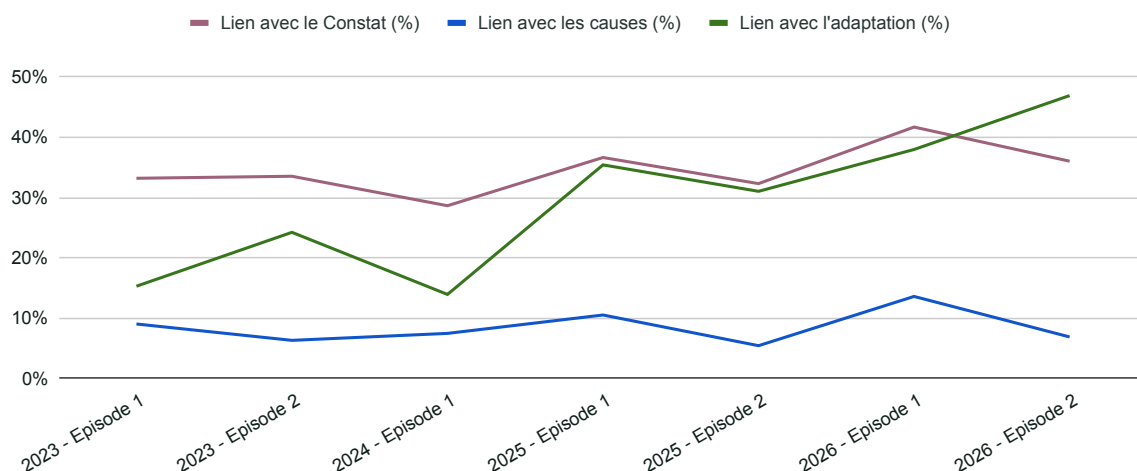
Depuis le début des mesures de l'Observatoire des Médias sur l'Écologie en avril 2023, **la couverture médiatique moyenne des crises environnementales n'a jamais été aussi élevée** que durant la deuxième canicule de 2026, atteignant 19 % de temps d'antenne dans les programmes d'information audiovisuels, la semaine du 22 juin.

Fait inquiétant, **la première vague de chaleur a été suivie d'un effondrement du temps d'antenne consacré à l'environnement par les médias audiovisuels**. Le traitement audiovisuel des enjeux environnementaux a même atteint l'un de ses niveaux les plus faibles (2,4 %) depuis le début des mesures de l'Observatoire.

Il s'agit d'une observation récurrente : les crises environnementales sont souvent très faiblement couvertes après des périodes de couverture importante. Cela doit nous alerter : la concentration du traitement médiatique sur un temps relativement court et des contenus sensationnalistes liés à une crise peuvent susciter anxiété et fatigue informationnelle, et ne permettent pas la mise en débat des causes et des solutions structurelles face au changement climatique.

Une recontextualisation des canicules qui progresse lentement, avec un cadrage axé sur les solutions d'adaptation d'urgence

Parmi les séquences mentionnant explicitement les canicules : part des séquences mentionnant le constat (changement climatique, etc.), les causes (énergies fossiles, CO₂, GES, etc.) et l'adaptation



Depuis 2023, la recontextualisation moyenne (mention explicite du changement climatique ou équivalent) lorsque les médias traitent des canicules est en augmentation : **jusqu'à 42 %³ sur la première canicule de 2026, contre 33 % lors des canicules de 2023.**

Les mentions de l'adaptation au changement climatique ont connu une très nette progression : en 2023, elles n'occupent que 20 % des séquences, contre **près de 50 % lors du second épisode caniculaire de 2026.**

Quelques exemples saillants de couverture éditoriale



Entre le 15 et le 28 juin 2026, 22,7 % des articles de *Nice-Matin* mentionnant les conséquences de la canicule mentionnent aussi ses causes. Au moins un article sur cinq replace la canicule dans le contexte du changement climatique.

Sur la même période, *Libération* et *Le Point* évoquent les causes de la canicule dans 24,4 % des articles traitant de ses impacts.

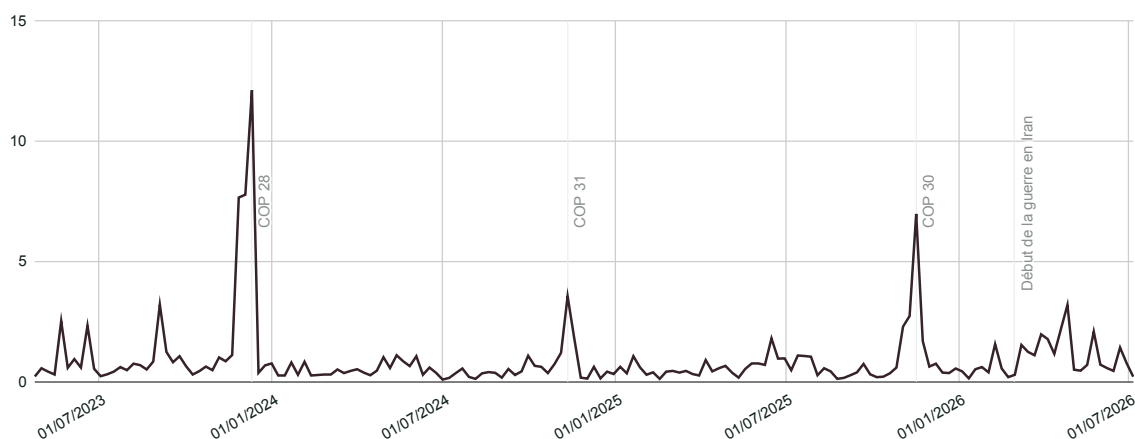
En presse quotidienne hebdomadaire, *L'Humanité Dimanche* mentionne les causes de la canicule dans 33 % des articles qui évoquent ses conséquences pour notre santé, et *Le Nouvel Obs* effectue cette contextualisation dans 27,5 % des articles.

En revanche, les mentions des causes des canicules (CO₂, gaz à effet de serre, énergies fossiles, etc.) ne progressent toujours pas par rapport aux années précédentes. La comparaison entre la première et la deuxième vague de chaleur de 2026 confirme la fragilité de ce lien de cause à effet dans les médias : la part de séquences « canicule » évoquant les causes a été divisée par deux d'une canicule à l'autre (de 14 % à 7 %).

³ Lecture : dans 42 % des séquences de moins de 6 minutes mentionnant les canicules ou vagues de chaleurs, le concept du changement climatique ou du réchauffement climatique (ou mention équivalente) est explicitement mentionné.

Les causes du changement climatique : très peu visibles dans la plupart des médias audiovisuels

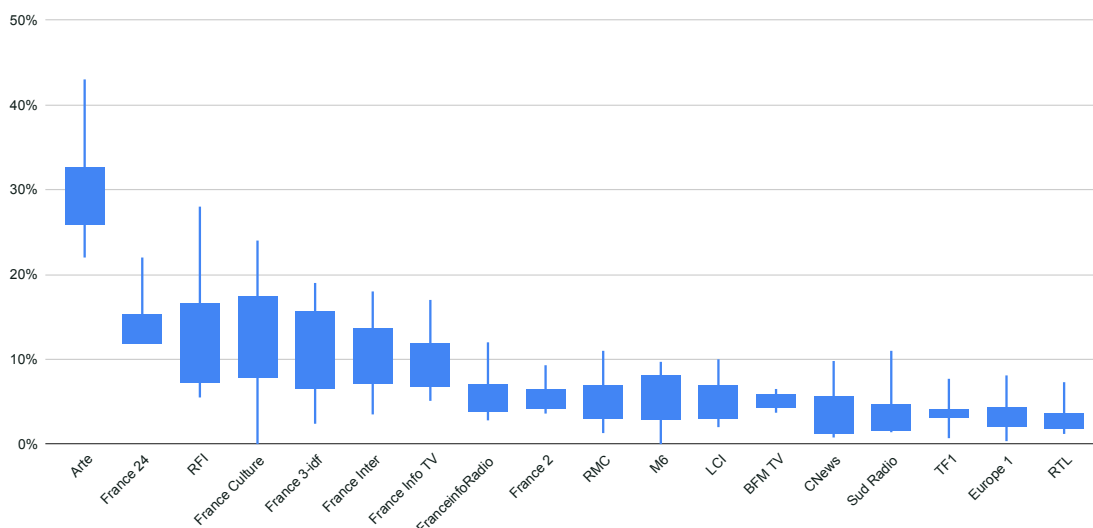
Évolution des mentions des énergies fossiles dans les médias audiovisuels (mentions pour 10h d'information)



Historiquement, les **COP** semblent être les principaux moments de visibilité médiatique des énergies fossiles, particulièrement lors de la COP 28, où la sortie progressive des énergies fossiles a été négociée et a fait son entrée dans les conclusions finales (“phase out of fossil fuels”⁴).

Plus récemment, la guerre en Iran⁵ a redonné une visibilité relative aux énergies fossiles, de façon moins significative que durant les COP, mais sur une durée plus longue - de plusieurs semaines. Cette tendance semble s'être nettement atténuée avec l'arrivée de l'été, même pendant les canicules attribuées au changement climatique causé par les énergies fossiles.

Comparaison de la recontextualisation de la part des mentions des causes (CO₂, GES, etc.) dans les épisodes caniculaires depuis 2023



Grille de lecture : pour Arte, en moyenne 27 % des séquences explicitement liées aux canicules mentionnent les causes du changement climatique. Au plus haut 43 %, et au plus bas 22 %.

⁴ Nations Unies, [COP28 Agreement signals “Beginning of the end” of the fossil fuel era](#), Communiqué de presse, 13 décembre 2023.

⁵ Début fin février 2026.

Tous les médias n'ont pas les mêmes pratiques concernant la mention des causes du changement climatique : tandis qu'Arte s'illustre avec 25 % (et 40 % en 2025) de mentions explicites des causes, TF1, M6 ou France 2 peinent encore à mentionner les causes profondes du changement climatique (~5 %) au moment de couvrir les épisodes de chaleur.

Interprétation de l'Observatoire



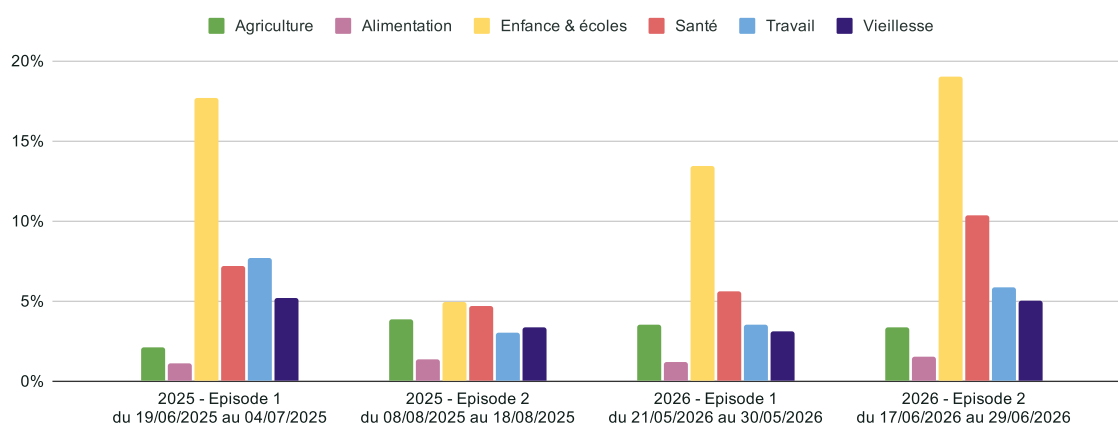
Les canicules ne semblent, à date, pas saisies comme des opportunités de mise à l'agenda des causes de la crise climatique.

Les énergies fossiles, pourtant responsables sans équivoque de la crise climatique, restent très peu évoquées. De surcroît, **le sujet semble même disparaître pendant la période caniculaire, alors même que les liens avec les enjeux de géopolitique de l'énergie et d'autonomie énergétique paraissent tout trouvés.**

Les cas de **CNews** et **Europe 1** se distinguent, puisque leur moyenne historique de couverture des causes est **particulièrement basse : de l'ordre de 1 à 2 %** de mentions des causes.

Conséquences de la canicule dans la presse écrite : les écoles sous les projecteurs, l'agriculture dans l'angle mort

Comparaison des couvertures sectorielles des conséquences de la canicule pour les différents épisodes caniculaires



- **Le sujet de l'enfance / des écoles** est de loin le plus partagé entre tous les types de médias (voir annexe 1 : graphique conséquences des canicules dans la presse écrite) et représente la plus grande part de couverture dans les articles liés aux canicules / vagues de chaleur. Cela dit, certains grands titres nationaux l'ont rendu nettement moins visibles (*Le Point*, *Les Echos* par exemple).

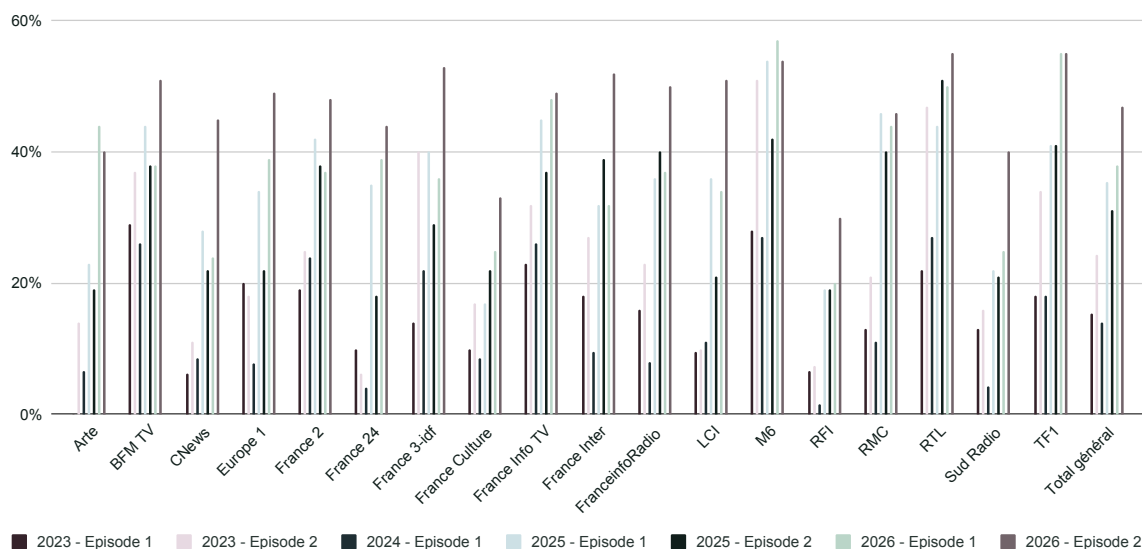
- **L'agriculture et l'alimentation restent des angles morts** assez nettement partagés, ne dépassant pas 5 % des articles liés aux canicules mentionnant les conséquences sur l'alimentation, productivité agricole voire même l'exploitation agricole en tant que telle.
- **Le sujet de la santé et des décès liés aux canicules** est en augmentation, notamment pour cette dernière canicule (épisode 2 2026). À ce titre, l'AFP joue un rôle d'étalon. Seuls quelques médias ont fait un effort proactif de mise à l'agenda des conséquences sanitaires directes de la canicule (*La Croix*, *Mediapart*, *Le Nouvel Obs*). **Tous les autres médias ont moins couvert le sujet en comparaison à l'AFP.**
- **L'emploi** est également un cadrage assez fort pour certains titres à ligne éditoriale économique (*Le Monde*, *Les Echos*, *Le Point* par exemple).⁶

Mise en récits des solutions d'adaptation : la gestion du confort immédiat privilégiée dans les médias

Le traitement éditorial des solutions d'adaptation a d'abord été largement dominé par la question de la climatisation, même si celle-ci a occupé une place sensiblement moins importante dans la presse écrite que dans les médias audiovisuels.

Traitement par les médias audiovisuels des solutions d'adaptation

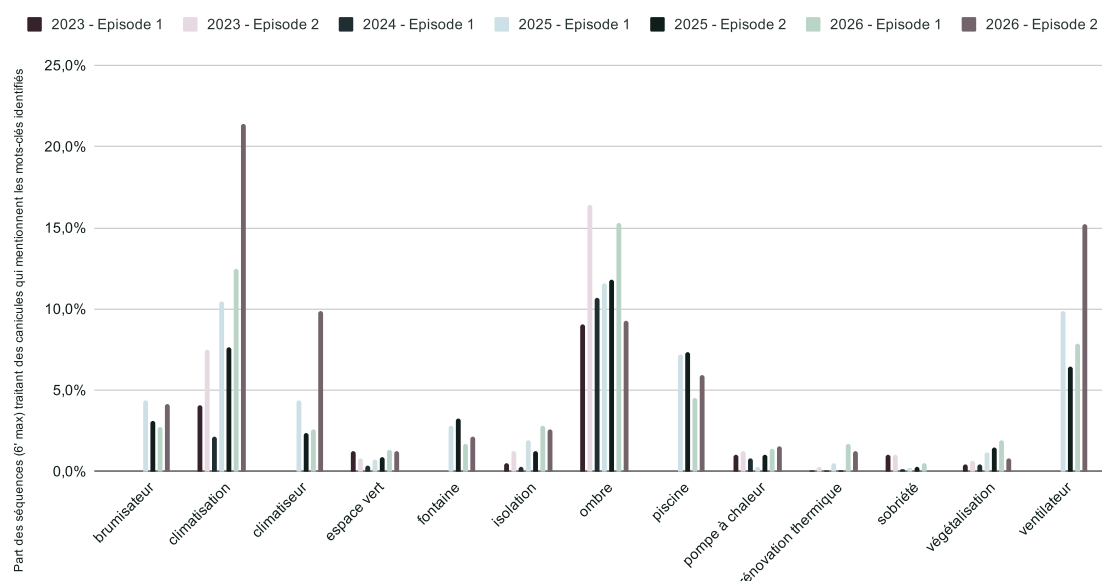
Comparaison de la recontextualisation des canicules depuis 2023
Part des séquences mentionnant l'adaptation ou les solutions d'adaptation



- L'adaptation est davantage visible, avec **38 % de couverture** parmi les séquences mentionnant les canicules et vagues de chaleurs, la plus grande part depuis le début des mesures de l'Observatoire, et **2 fois plus que durant le premier épisode de canicule de 2023.**

⁶ Voir graphiques comparés en annexe Enfance & écoles, Travail, Santé.

Évolution des mentions explicites de certaines solutions d'adaptation individuelles ou systémiques depuis 2023 en période caniculaire



- La climatisation et les ventilateurs sont apparus dans le paysage médiatique, à partir du premier épisode caniculaire de 2025, concomitamment à la première prise de position de Marine Le Pen sur le sujet (appelant à un « grand plan climatisation » en France).
- À ses côtés, la rénovation et l'isolation thermique, ainsi que la végétalisation font une très légère percée.
- La climatisation aura par ailleurs souffert d'un ensemble de raccourcis particulièrement significatifs, tant dans les positions prêtés à certains acteurs politiques, que dans la pertinence de la mise en œuvre de « grands plans clim ». (voir Zoom sur : le traitement médiatique de la climatisation & voir 6. Volet Désinformation)

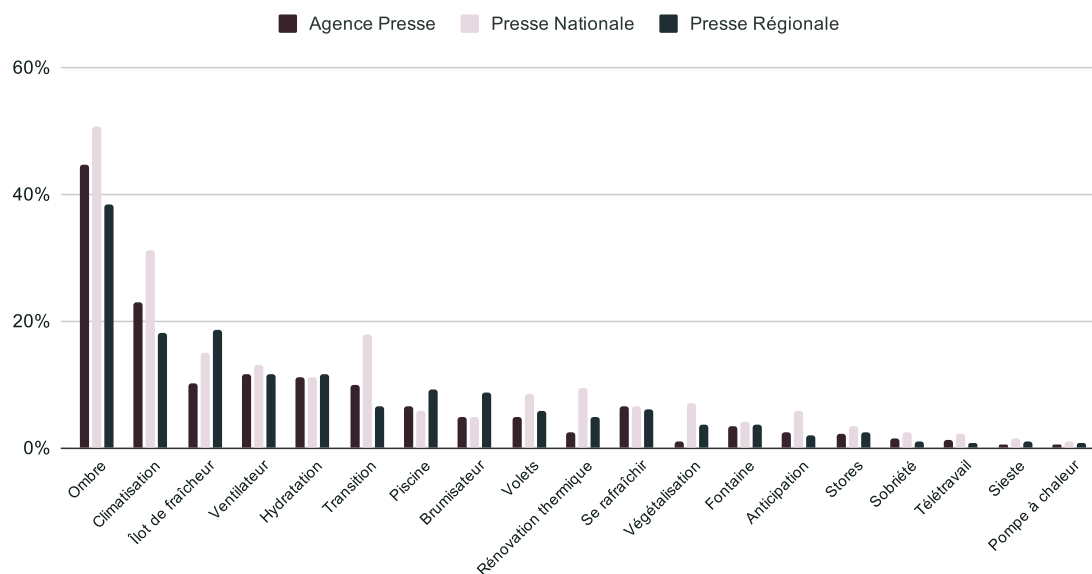
Traitement par la presse écrite des solutions d'adaptation

Dans la presse écrite, tous titres confondus, sur la semaine du 22 au 28 juin, seuls 4,5 % des articles ont traité des solutions à la crise climatique, contre 10,3 % pour ses conséquences. En moyenne, sur la période du 15 au 28 juin, **les conséquences de la crise climatique sont deux fois plus traitées que les solutions que l'on pourrait déployer pour y faire face.**

La hiérarchie des termes est sans équivoque. L'ombre domine largement (jusqu'à 51 % des articles de la presse nationale), devant la climatisation, le ventilateur, l'hydratation, la piscine ou le brumisateur. Tous renvoient à une même logique : gérer l'inconfort immédiat. L'adaptation est donc principalement abordée sous l'angle de réponses individuelles et de court terme.

À l'inverse, ce qui engage la puissance publique et produit des effets durables s'effondre. La rénovation thermique plafonne à 9 % au mieux, la végétalisation ne dépasse pas 7 %, l'anticipation 6 %, la sobriété et le télétravail restent résiduels à 1 ou 2 %. **Plus une solution est structurante, moins elle est nommée.** Le débat s'arrête à la porte du logement.

Comparaison du champ lexical de l'adaptation climatique selon les typologies de presse écrite



La presse nationale et régionale ne portent pas le même récit. **La presse nationale porte le cadrage le plus systémique et le plus politique** : elle domine sur la transition (18 % contre 7 % en régional), la rénovation thermique (9 % contre 5 %), la végétalisation (7 % contre 4 %) et l'anticipation (6 % contre 2 %). Chez elle, l'adaptation devient un sujet de choix collectifs.

La presse régionale ne prend le dessus que sur un seul terme : l'îlot de fraîcheur (19 %, contre 15 % au national), un sujet directement lié à l'aménagement local. Sur les autres leviers d'adaptation structurelle, elle reste en retrait.

La presse quotidienne régionale serait particulièrement bien placée pour traiter la rénovation du bâti et la végétalisation car cela relève entre autres de leviers locaux. Pourtant, ces sujets sont davantage portés par la presse nationale. Un paradoxe : les médias les plus proches des territoires sont aussi ceux qui mettent le moins en avant les solutions d'adaptation locales.

« Climatisation » est le deuxième terme le plus fréquent du champ lexical de l'adaptation, présent dans **23 à 31 % des articles traitant des conséquences du changement climatique** selon la typologie de presse. « Pompe à chaleur » est à l'autre extrémité du classement (1 %), quel que soit le type de presse étudiée. L'écart va donc d'un facteur vingt à un facteur trente entre les deux termes.

Interprétation de l'Observatoire



Une climatisation réversible est techniquement une pompe à chaleur. Cette **quasi-absence lexicale de « pompe à chaleur » est notable** parce que c'est le seul terme du champ qui relie explicitement adaptation et atténuation : selon l'appareil et son usage, une PAC répond à la chaleur estivale tout en pouvant décarboner le chauffage hivernal. Le terme qui porte cette double lecture est celui qui apparaît le moins. Cet écart suggère que le débat s'est polarisé sur un terme au détriment d'un autre qui aurait permis de lier les deux enjeux.

Zoom sur : le traitement médiatique de la climatisation, une solution devenant objet politique

Sur les 396 articles de presse écrite consacrés à la climatisation pendant la canicule de juin 2026, une observation ressort : la climatisation n'est presque jamais traitée comme une question technique (fonctionnement, climatisation réversible, pompe à chaleur, etc.), mais comme un critère d'appartenance politique. C'est le seul terme du champ de l'adaptation qui déclenche un affrontement partisan explicite. Là où la « rénovation thermique » ou la « végétalisation » restent des sujets de politique publique, la « climatisation » devient un marqueur : de droite ou de gauche. Le débat médiatique s'est focalisé sur les positions des responsables politiques vis-à-vis de la climatisation, davantage que sur son efficacité comme solution d'adaptation. Résultat : cette controverse a éclipsé la quasi-totalité des autres leviers d'adaptation.

Ce cadrage passe d'abord par un procès récurrent fait à la gauche. 13 % des articles (53) prêtent explicitement aux écologistes ou à la gauche une posture idéologique (dogme, tabou, écologie punitive, décroissance). Mais l'origine de ce reproche se scinde nettement. D'un côté, 38 (72 %) de ces articles s'appuient sur un fait vérifiable comme la motion des Écologistes de juin 2025 qualifiant la clim de « maladaptation », des votes ou des citations nommées. De l'autre, 15 (28 %) relèvent de la pure rhétorique d'auteur : « dolorisme janséniste », « despotisme moral », « escrologistes », « doxa écologique ». Ces quinze attributions purement conceptuelles émanent toutes de la presse nationale d'opinion (*Le Figaro*, *Le Point*, *JDD*). La presse régionale, quasi absente de cet axe (6 articles sur 53), ne semble qu'assez marginalement contribuer à ce récit.

Quelques illustrations

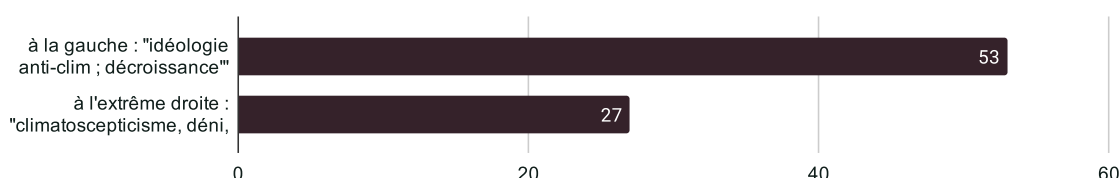


Aucun des articles analysés n'est totalement « anti-clim » : la gauche qui y est citée tient une ligne assez stable : équiper en priorité écoles, Ehpad et hôpitaux, sans généraliser. L'accusation ne fait d'ailleurs pas consensus dans la presse : elle circule assortie de sa réfutation. Six articles la rapportent explicitement pour la démonter :

Libération (« la droite veut vous faire croire que c'est la faute des écolos », « les écolos en vert et contre tous »), *Le HuffPost* (« la gauche accusée d'être anti-clim, mais c'est plus compliqué ») et *L'Humanité*. Tous citent le reproche de la droite (« idéologie de décroissance », « écologie décroissante ») avant de le réfuter, en rappelant que les écologistes n'ont jamais refusé la clim pour les lieux sensibles et n'ont pas exercé le pouvoir depuis dix ans.

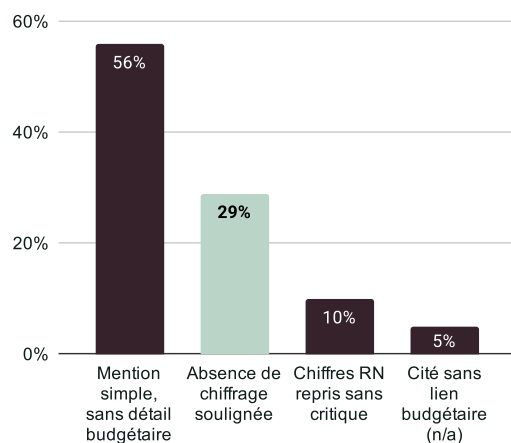
Le procès en idéologie, deux fois plus fréquent contre la gauche que contre l'extrême droite

53 vs 24 articles, mais « la gauche » est une famille de partis, le RN un seul. n=80



Le même procès existe pourtant côté RN, mais est deux fois plus rare. Quand un article prêche une posture idéologique à un camp, c'est à la gauche dans 53 cas, contre 27 à l'extrême droite (« climatoscepticisme », « déni », « revirement opportuniste »).

Parmi les articles traitant du « plan clim » du Rassemblement National (n=73)



La proposition qui, à l'inverse, a le plus occupé le terrain échappe largement à l'examen sur son point faible. Le « **plan clim** » du Rassemblement national est cité par 73 articles (18 % du corpus), mais son absence de chiffrage et d'arbitrage n'est explicitement relevée que par 21 d'entre eux (29 %), portés surtout par *Libération*, *Le Monde* et *La Croix*, plusieurs y consacrant une enquête dédiée (« nébuleux », « pas chiffré, pas arbitré »). À l'opposé, 41 articles le mentionnent sans le moindre détail budgétaire et 7 en reprennent les 20 à 40 milliards d'euros annoncés sans les interroger.

La proposition la plus visible du débat est ainsi l'une des moins auditées.

Reste l'angle mort lexical, qui prolonge le constat déjà fait sur « pompe à chaleur ». **Seuls 14 % des articles précisent qu'une climatisation réversible est techniquement une pompe à chaleur**, le seul objet du champ qui relie adaptation (rafraîchir l'été) et atténuation (décarboner le chauffage l'hiver).

Interprétation de l'Observatoire



Le récit « la gauche est anti-clim » n'est pas un fait mais un cadrage, porté par la presse nationale d'opinion et explicitement combattu par les titres les plus marqués à gauche.

Les deux reproches (à la gauche d'une part, à l'extrême droite de l'autre) ne pèsent pas le même poids : à gauche, un procès d'intention sur une idéologie supposée ; **au RN, un constat documenté (votes contre les lois climatiques, GIEC jugé « alarmiste » jusqu'en 2023).**

En polarisant le débat sur « la clim », mot-marqueur et geste d'adaptation d'urgence, la couverture a évacué le sujet des pompes à chaleur, terme qui aurait permis de sortir du face-à-face.

En somme, ce débat n'a jamais opposé des partisans à des adversaires de la climatisation, faute d'adversaires. Deux angles éditoriaux principaux semblent s'être opposés :

- D'un côté : oui à la clim, mais sous conditions, pour les publics fragiles d'abord, sans généraliser un refus assumé du « tout-clim ».
- De l'autre : donner l'impression d'un « camp anti-clim » qui n'existe pas vraiment dans le corpus, en lui prêtant un dogmatisme qui n'est pas le sien.

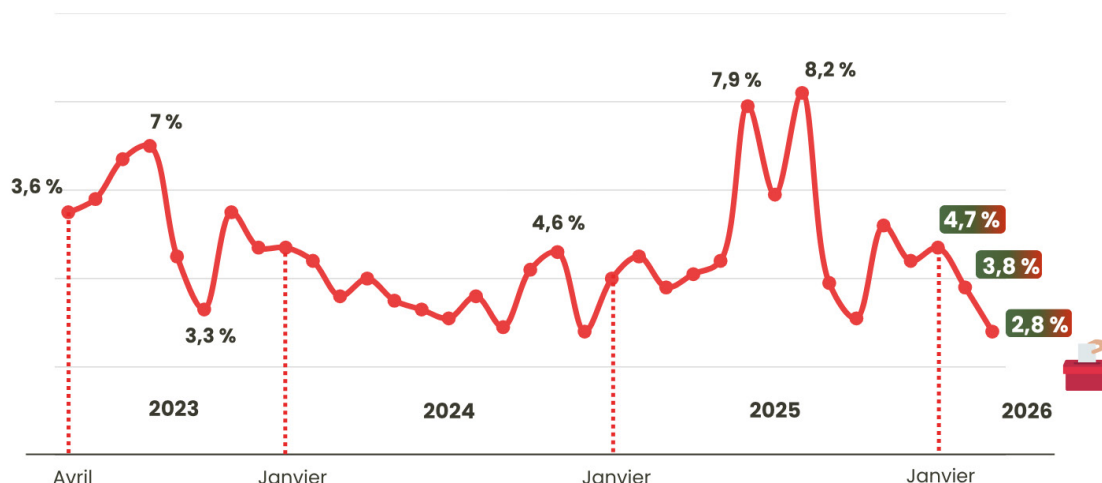
Focus 2

Élections municipales (janvier-mars 2026)

Un niveau de couverture environnementale au plus bas depuis le début des mesures de l'Observatoire

Un niveau de couverture inédit à la baisse dans l'audiovisuel

Temps d'antenne dédié aux enjeux environnementaux entre avril 2023 et janvier 2026

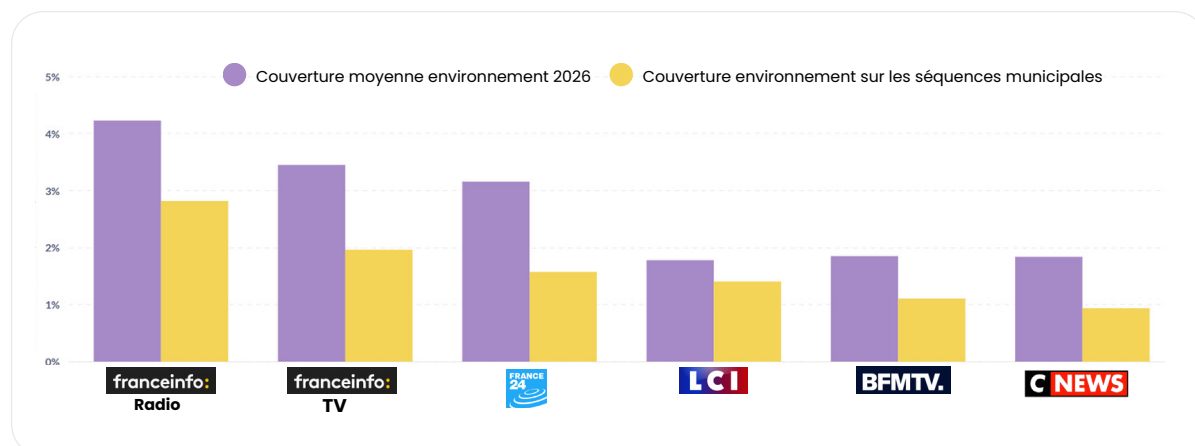


Entre janvier et mars 2026, dans la dernière ligne droite de la campagne des élections municipales, la couverture des enjeux environnementaux recule dans l'ensemble des médias du périmètre de l'Observatoire.

Dans l'audiovisuel, les trois premiers mois de l'année 2026 enregistrent une couverture **inférieure de 24 % à la moyenne de 2025**. L'écart est encore plus prononcé sur les **chaînes d'information en continu (-33 %)**. En mars 2026, la **couverture tombe à 2,8 %**. C'est le niveau le plus faible enregistré depuis le début des mesures de l'Observatoire en 2023.

Sur la période janvier-mars, les médias audiovisuels ayant le plus couvert l'environnement sont *RFI* (8,7 %), *Arte* (6 %), *France Inter* (5,8 %), *France Culture* (5,3 %) et *France 3 Île-de-France* (4,7 %). Les niveaux les plus bas sont relevés sur *M6* (2,4 %), *BFM TV*, *CNews* et *LCI* (1,8 %).

Une couverture environnementale plus faible encore dans les séquences traitant explicitement des municipales

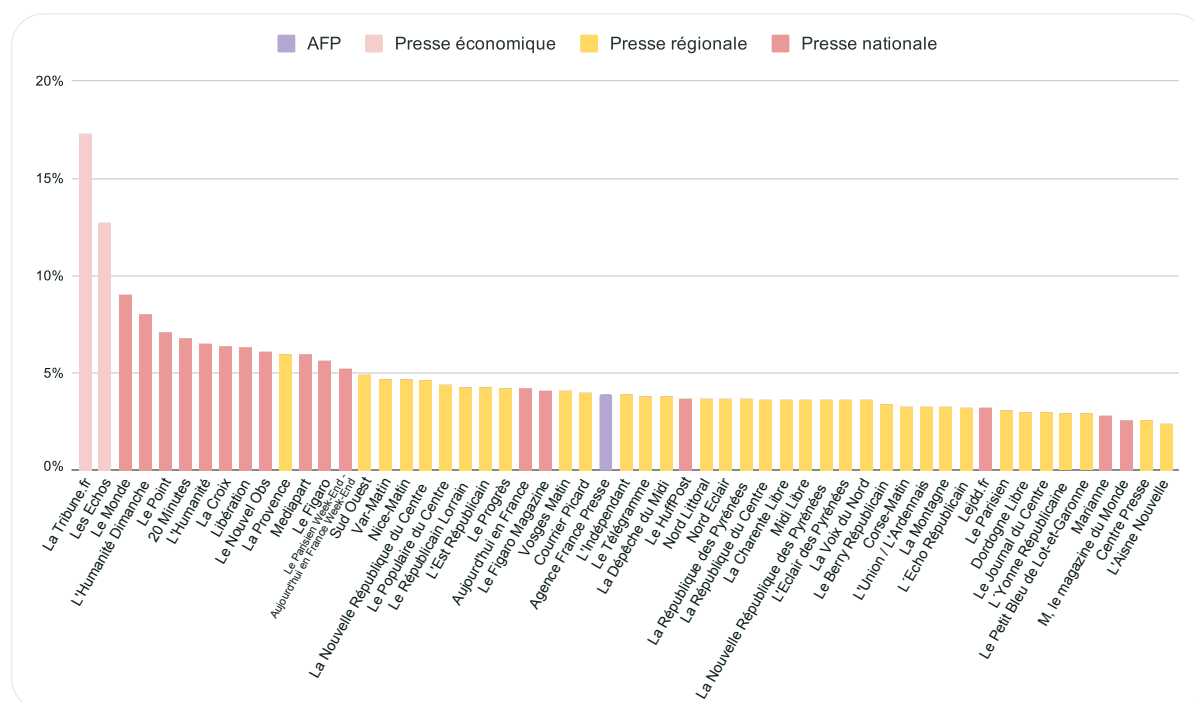


Clé de lecture : en période municipale, 1,1 % des contenus de BFM TV liés aux municipales traitent d'environnement. Contre 1,9 % en moyenne sur l'année.

L'écart se creuse lorsqu'on regarde spécifiquement parmi ces séquences si elles mentionnent les élections municipales :

- **Chaînes d'info en continu :** 1,6 % de temps d'antenne consacré à l'environnement, contre 2,7 % en moyenne sur 2026.
- **Chaînes généralistes :** 2,3 %, contre 4,4 % en moyenne sur 2026.

La presse écrite enregistre un recul moindre

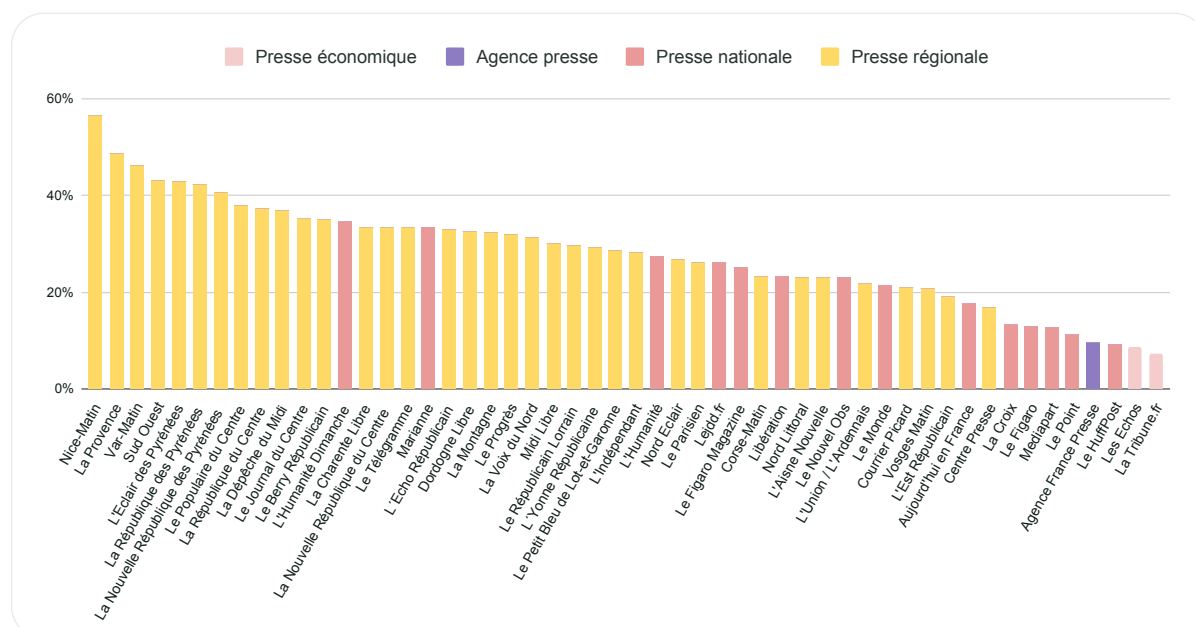


Clé de lecture : 9 % des articles du Monde ont parlé d'environnement au premier trimestre 2026.

La presse écrite suit la même tendance, avec un **repli de 19 %** par rapport à 2025 sur la même période (janvier-mars).

Les proportions d'articles « environnement » les plus élevées sont relevées dans la presse économique (*La Tribune* 17,7 %, *Les Echos* 12,4 %), suivies par la presse nationale (*Le Monde* 9 %, *L'Humanité Dimanche* 8,6 %). Dans la presse régionale, *La Provence* (6,4 %), *Nice-Matin* (5,0 %) et *Sud-Ouest* (5,0 %) sont en tête.

Le lien entre environnement et élections municipales est davantage établi par la presse régionale

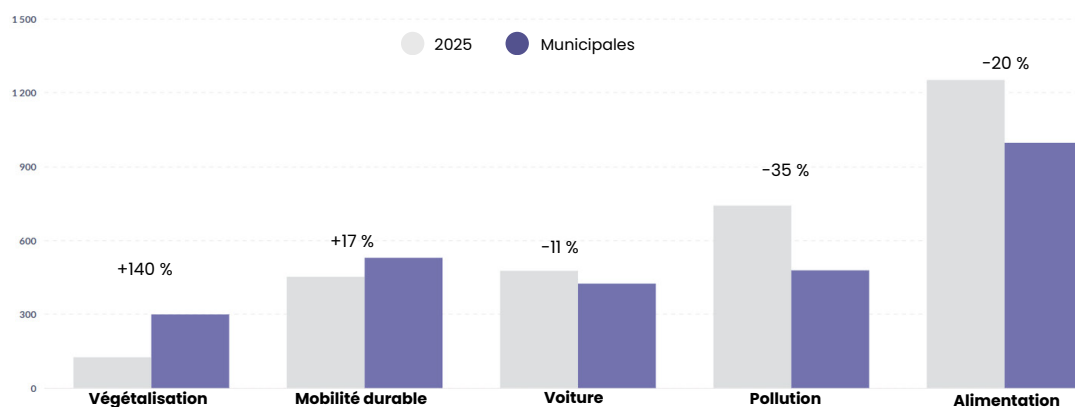


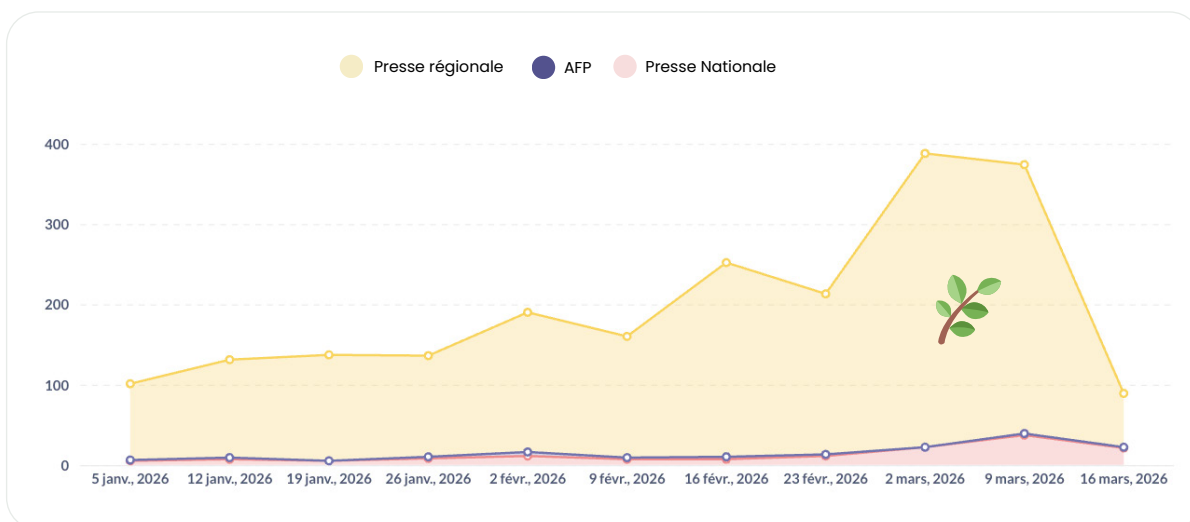
Clé de lecture : 57 % des articles environnement de *Nice-Matin* mentionnent les municipales depuis le 1^{er} février.

Parmi les articles traitant d'environnement, ce sont les titres de presse quotidienne régionale qui font le plus fréquemment le lien avec les élections municipales : *Nice-Matin*, *La Provence* et *Var-Matin* se situent en tête, suivis de *Sud-Ouest* et de *L'Éclair des Pyrénées*.

Couverture thématique : la végétalisation et des mobilités progressent, la voiture, l'alimentation et de la pollution reculent

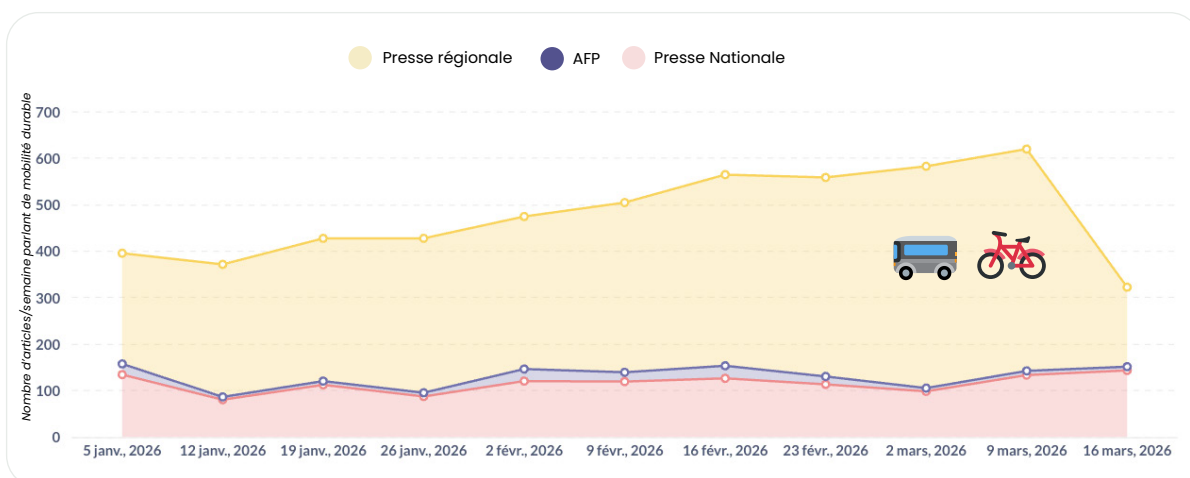
Nombre d'articles par semaine par thématique - moyenne 2025 versus pendant les municipales (1-22 mars 2026)





Clé de lecture : la semaine du 2 au 8 mars 2026, 388 articles sur la végétalisation ont été publiés dont 366 par la presse régionale et 22 par la presse nationale, contre respectivement 95 et 5 la semaine du 5 janvier.

- **Végétalisation :** la part d'articles consacrés au sujet progresse de **140 % par rapport à 2025**, depuis une base historiquement faible, en particulier dans la presse régionale. Les trois titres les plus contributeurs sont *Sud-Ouest* (241 articles en 2026), *Le Progrès* (213) et *La Dépêche du Midi* (161). Le sujet figurait dans les programmes de candidats de différentes familles politiques, ce qui a conduit les médias à le traiter comme point de comparaison entre programmes.



Clé de lecture : la semaine du 9 au 15 mars 2026, 506 articles sur les mobilités durables ont été publiés, dont 382 par la presse régionale et 117 par la presse nationale, contre respectivement 202 et 113 la semaine du 5 janvier.

- **Mobilités durables** (transports en commun, vélo) : progression de **17 % par rapport à la moyenne 2025**.
- **Voiture :** **11 % d'articles en moins** par rapport à 2025, malgré une présence régulière du sujet dans les débats télévisés (souvent sous l'angle des embouteillages) et de plusieurs Unes de presse régionale, comme *Sud-Ouest* le 9 mars (« Quelle place pour la voiture à Bordeaux ? ») ou *La Dépêche* le 2 mars (« Municipales : quelle place pour la voiture ? »).
- **Alimentation :** recul de **20 % par rapport à 2025**, alors que le bio et le local à la cantine figurent dans des programmes de plusieurs bords politiques.



Interprétation de l'Observatoire

Le rapport spécial du GIEC consacré aux villes rappelle que celles-ci concentrent une part majeure des risques climatiques, avec des conséquences plus lourdes pour les populations les plus vulnérables.

Deux enquêtes d'opinion publiées sur la période documentent par ailleurs le niveau d'attente des citoyens sur ces sujets :

- **Sondage Ifop pour le Réseau Action Climat et le Secours Catholique - Caritas France** (mi-janvier 2026) : **63 % des électeurs déclarent refuser de voter pour un maire qui reviendrait en arrière sur la transition ; 57 % des habitants des quartiers prioritaires estiment leur commune mal préparée au changement climatique.**
- **Étude Parlons Climat : près de la moitié de la population estime que les responsables politiques n'en font pas assez pour l'écologie.**

Le niveau de couverture mesuré sur la période s'établit donc à son point bas historique, dans un contexte où les compétences communales (urbanisme, bâti, mobilités, restauration collective, végétalisation) recoupent directement les enjeux d'adaptation, et où les thématiques environnementales sont présentes dans les programmes de candidats de différents bords.

Transition énergétique

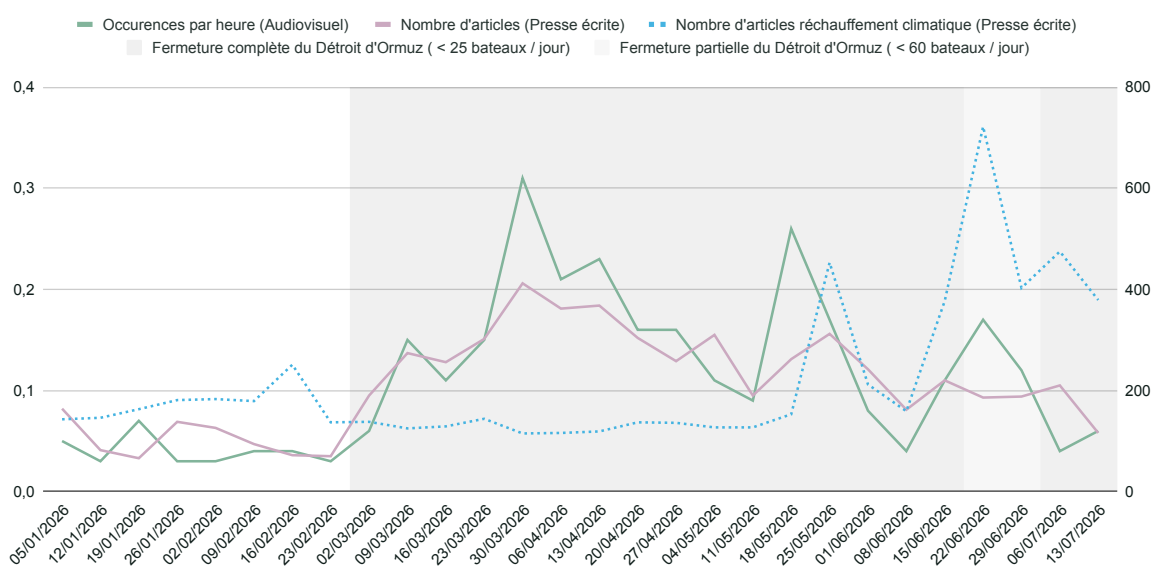
Blocage du détroit d'Ormuz et approvisionnement mondial en pétrole et en GNL : une crise cadrée sous l'angle pouvoir d'achat avant tout

Le 28 février 2026, l'attaque militaire menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran ouvre une séquence médiatique sur un conflit géopolitique. À partir du 1^{er} mars, avec le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran, cette séquence évolue progressivement vers un problème énergétique.

Le détroit d'Ormuz constitue une voie maritime stratégique pour le commerce mondial de marchandises, en particulier pour le transport du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL). Son blocage entraîne une baisse d'environ 20 % de l'approvisionnement quotidien mondial en pétrole, provoquant une forte hausse du cours du baril, qui franchit le seuil des 100 dollars le 12 mars et ne repasse sous ce niveau qu'à partir du 22 mai.

En France, à partir du 9 mars, le traitement médiatique se concentre principalement sur l'augmentation du prix des carburants dérivés du pétrole et sur ses conséquences économiques pour les automobilistes. **Notamment, le changement climatique (et ses variantes : réchauffement climatique, etc.) ont plafonné à leur niveau moyen historique, sans aucune augmentation notable sur la période de la crise des carburants.**

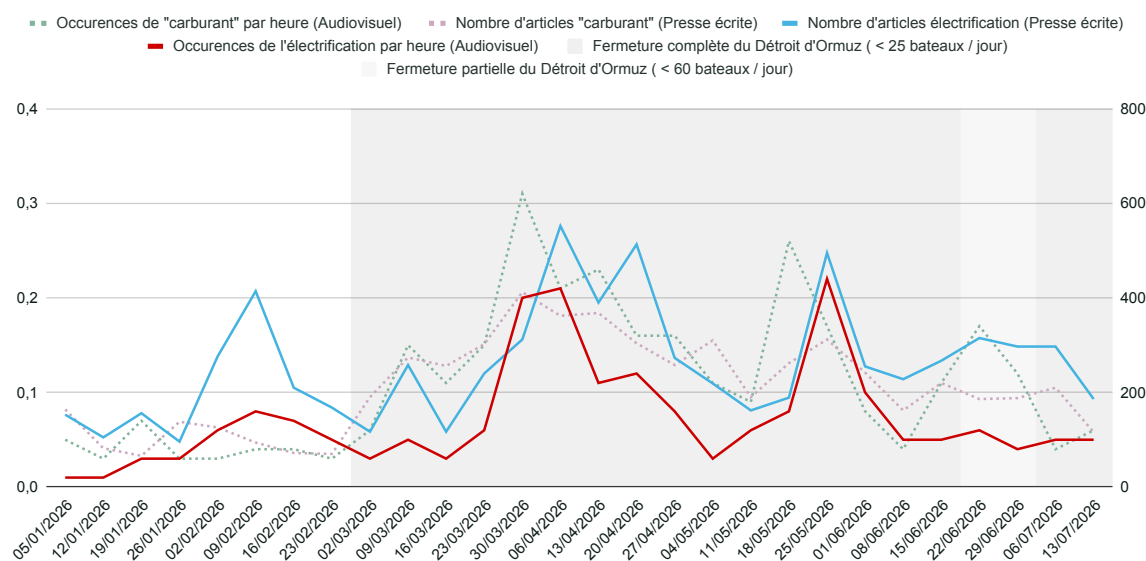
Évolution de la couverture médiatique du « carburant » dans l'espace informationnel : médias traditionnels et presse écrite



Grille de lecture : Evolution de la couverture liée au carburant dans l'audiovisuel et dans la presse écrite entre janvier et juillet 2026. Nota : les pics de couverture du réchauffement climatique de mai et juin / juillet correspondent aux premières canicules estivales.

Relance du débat public sur l'électrification des usages

Évolution de la couverture médiatique du carburant vs. électrification dans l'espace informationnel : médias traditionnels et presse écrite



Grille de lecture : Evolution de la couverture de l'électrification dans l'audiovisuel et dans la presse écrite.
 Les courbes Presse écrite vs. Audiovisuel ne peuvent pas être comparée en valeur absolue, mais en tendance.

Si le réchauffement climatique n'a pas fait l'objet d'une sur-couverture particulière au moment de la crise en Iran (voir supra), **l'électrification, elle, a été nettement plus couverte (jusqu'à 10x plus pour l'audiovisuel, et 5x plus pour la presse écrite).**

Le sujet de l'électrification aura par ailleurs préexisté dans la presse dès le mois de février 2026, à l'annonce officielle de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie 3 par le gouvernement⁷.

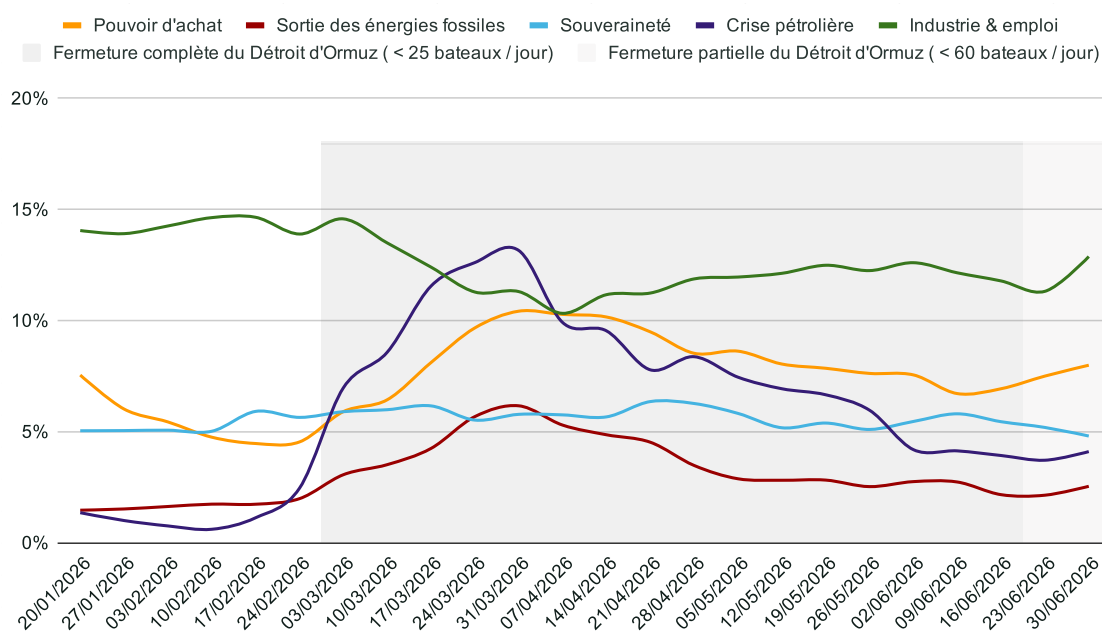
Les médias audiovisuels ont offert à l'électrification une couverture relativement intense mais très localisée, comparativement à la presse écrite dont les vagues de couvertures semblent s'étaler plus longuement dans le temps après un momentum ponctuel.

⁷ Gouvernement, [PPE 3 : la nouvelle feuille de route énergétique de la France](#), publié 12 février 2026, modifié le 14 août 2026.

L'audiovisuel couvre désormais 3 fois plus l'électrification qu'en début d'année 2026. La presse écrite 2 fois plus.

Véhicule électrique et crise des carburants : une ponctuelle reconfiguration des angles de traitement, revenant à son état historique après quelques mois

Comparaison des angles de couverture des véhicules électriques dans la presse écrite



Les angles de couverture du véhicule électrique dans la presse ont été en partie reconfigurés avec la crise en Iran.

Si l'**industrie et l'emploi restent relativement stables (autour de 13 % de couverture historique depuis le début de l'année)**, l'angle du pouvoir d'achat a presque doublé pendant la crise des carburants, pour plafonner à un niveau plus élevé (+50 %) qu'en début de l'année. Le cadrage semble avoir évolué.

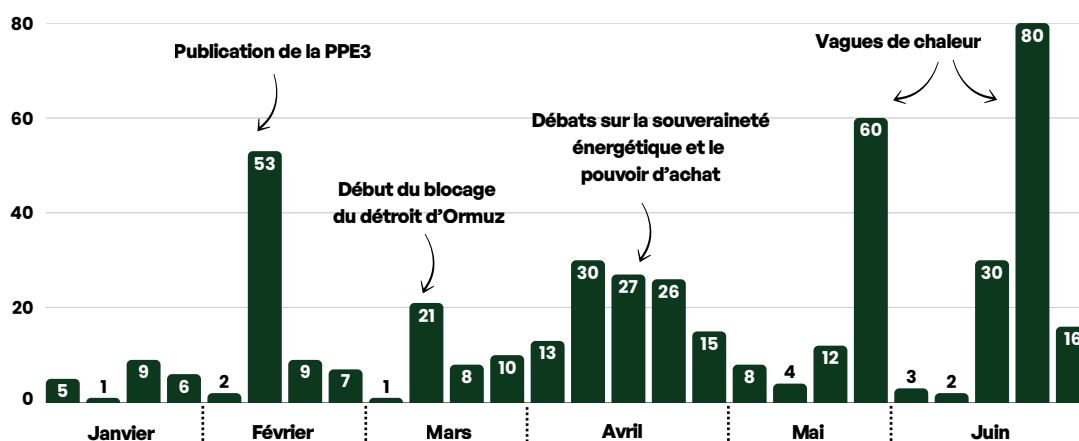
Dans la même lignée, la **sortie des énergies fossiles a été nettement plus prévalente (+200 %) comme angle de traitement des véhicules électriques dans la presse pendant quelques mois**, avant de retomber à son niveau bas historique (~5 %), y compris pendant les périodes de canicule.

Dans l'ensemble, les équilibres de début d'année entre les différents « angles » adoptés semblent s'être ré-installés à la fin du premier semestre 2026, à l'exception de la crise pétrolière, plus persistante qu'en début d'année.

Désinformation climatique dans les médias audiovisuels

Des cas mésinformation climatique en hausse au premier semestre 2026 par rapport à 2025

Évolution du nombre de cas de mésinformation climatique au premier semestre 2026



Une hausse de 28 % du nombre de cas par rapport à 2025. Lors du premier semestre 2026, 452 cas de mésinformation climatique ont été détectés au sein des médias du périmètre (17 cas par semaine en moyenne), une hausse de 28 % par rapport aux 353 cas détectés lors du premier semestre 2025.

Les vagues de chaleur ont notamment été l'occasion de pics de cas de mésinformation avec 60 cas détectés la semaine du 25 au 31 mai et 80 cas détectés la semaine du 22 au 28 juin⁸. Ce sont respectivement les 3^{ème} et 2^{ème} semaines où l'Observatoire recense le plus de cas de mésinformation depuis son lancement, la première étant la semaine du 30 juin 2025, au cœur des débats sur la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Les événements météorologiques extrêmes, comme les vagues de chaleur, peuvent servir de prétexte à la diffusion de désinformation sur le climat, les énergies renouvelables ou les solutions⁹. Mais l'Observatoire a également identifié, lors de ces pics de cas de mésinformation, des séquences récurrentes portant directement sur le phénomène lui-même, notamment pour en minimiser le caractère exceptionnel, comme par exemple :

« Voilà, il fait 15 jours de chaleur, de grosse chaleur par an. [...] Mais pour l'instant, il y a les épisodes de grand froid, 15 jours par an, et les épisodes de grosse chaleur, 15 jours par an. Moi, j'ai l'impression que tout n'a pas radicalement changé, tout de même. »

Alexandre Devecchio, journaliste pour le Figaro et éditorialiste, sur CNews, le 2026-05-27 11:42:00

⁸ Voir [article détaillé de l'OMÉ](#) sur la première vague de chaleur du 23 au 30 mai 2026

⁹ Voir [article détaillé de Science Feedback](#)

➤ En réalité, la fréquence, la durée et l'intensité des chaleurs extrêmes augmentent (54 vagues de chaleur recensées depuis 1947, dont la moitié depuis 2010, contre l'autre moitié sur les 60 années précédentes) tandis que les épisodes de froid sont devenus beaucoup plus rares, plus courts et moins intenses : 46 depuis 1947, dont seulement 10 depuis 2000.

« Il ne faut pas non plus, sur la base de ces fortes chaleurs, qui sont des phénomènes météorologiques, en déduire des conclusions climatiques. »

Raphaël Stainville, journaliste pour Le JDD, sur CNews, le 2026-05-27 13:14:00

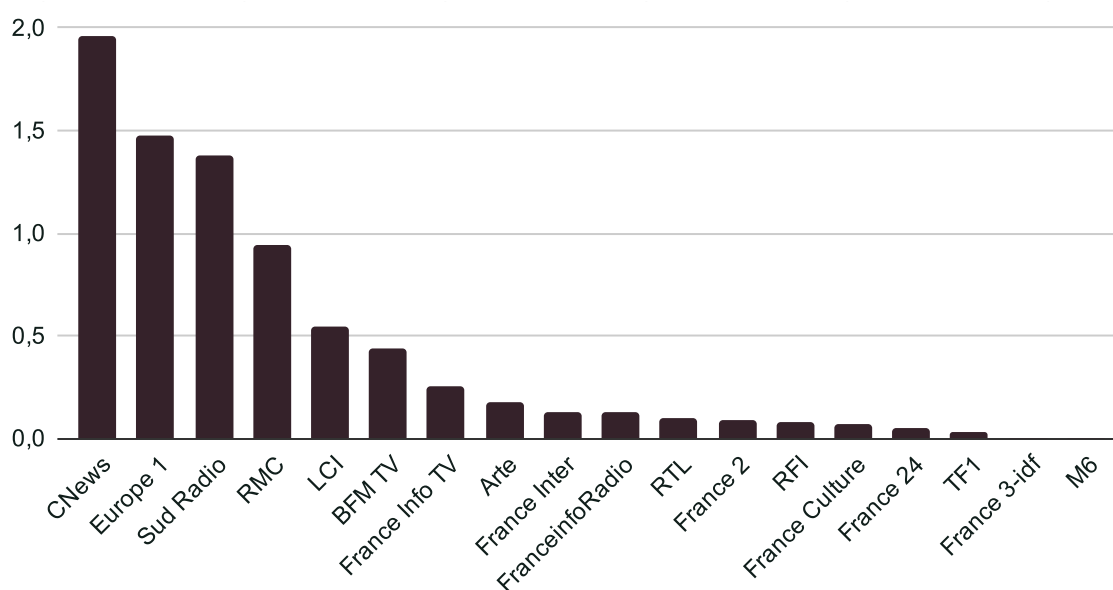
➤ Une canicule est certes un phénomène météorologique, mais cela n'empêche pas qu'elle soit un indicateur manifeste du changement climatique : celui-ci modifie, sur le long terme, les conditions dans lesquelles surviennent les événements extrêmes. L'augmentation de la fréquence des canicules est un indicateur du réchauffement climatique.

« On ne va pas atteindre 44 à Paris, à Paris ça sera moins qu'en 2019. Donc on ne peut pas dire que c'est nouveau et qu'on n'a jamais vu ça, ce n'est pas vrai. Et n'oubliez pas qu'en 1976 c'était incroyable aussi. »

Luc Ferry, chroniqueur et éditorialiste chez LCI, sur LCI, le 2026-06-21 20:40:00

➤ Les 24 et 25 juin ont enregistré, avec 30 °C de moyenne sur 24 heures, les températures moyennes les plus élevées jamais mesurées en France, tous mois confondus. Si Paris n'a pas battu son record de 42,6 °C établi en 2019, la situation est bien inédite à l'échelle nationale. Météo-France estime d'ailleurs que l'intensité de cette vague de chaleur est supérieure à celles de 1976, 2019 et 2025.

Nombre de cas de mésinformation climatique par heure d'information sur le changement climatique par média



Ramené au volume d'information consacré au climat, la plupart des médias ont baissé en tendance lors du S1 2026, dû à la hausse de la couverture médiatique des enjeux climatiques sur le semestre. Trois médias (**CNews, Europe 1 et Sud Radio**) diffusent toujours plus d'un cas de mésinformation par heure d'information sur le climat.

Par ailleurs, l'analyse des locuteurs ayant prononcé les cas de mésinformation climatique montre une situation relativement stable par rapport à l'an dernier :

- 31 % d'invités politiques
- 27 % d'invités
- **20 % de journalistes (70 % de ces cas sont recensés exclusivement sur CNews et Europe 1)**
- 19 % de chroniqueurs
- 3 % d'audience

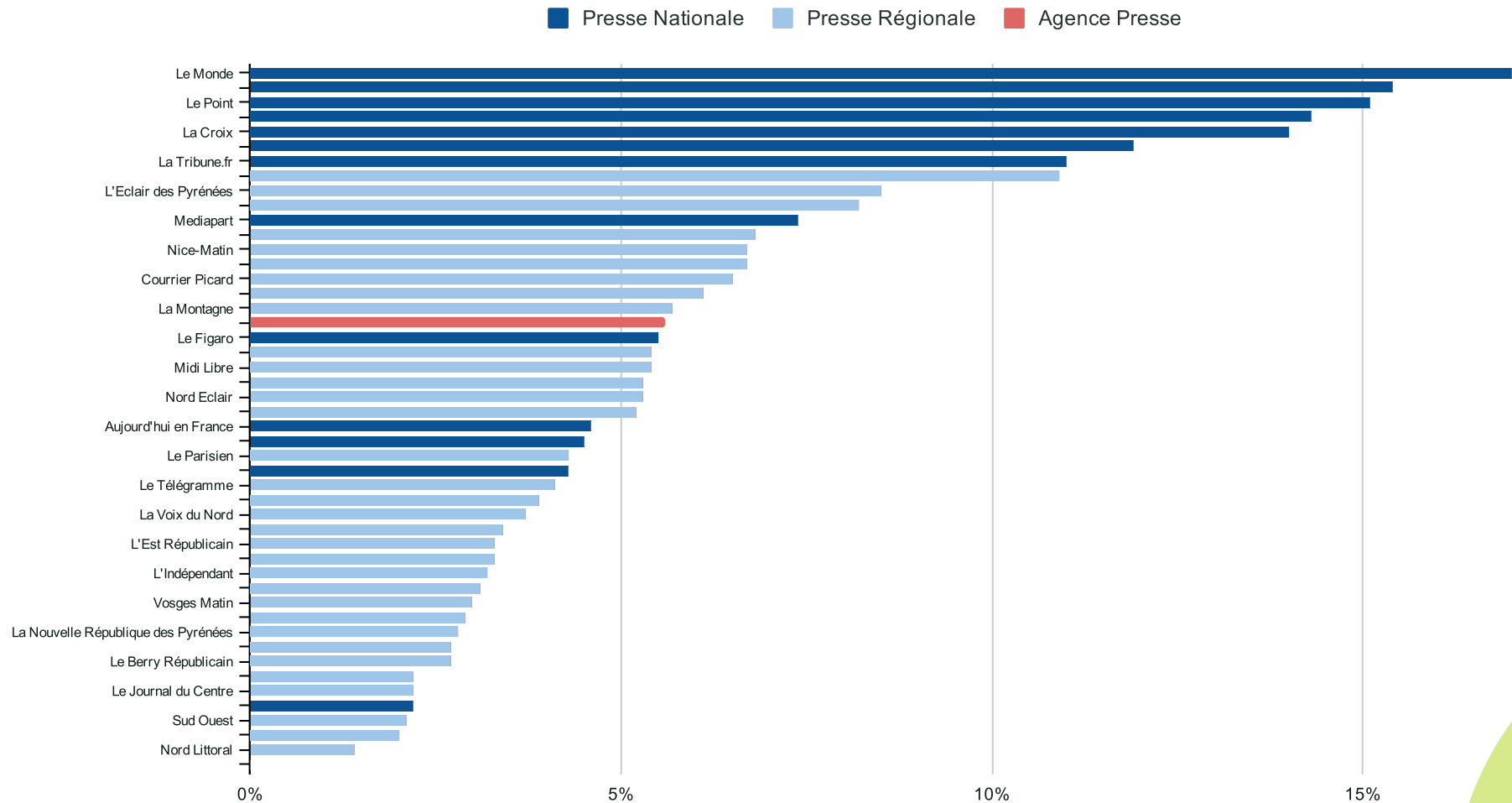
Une étude plus complète de la prévalence de la désinformation climatique dans les médias sera publiée dans le bilan annuel de l'OME, début 2027.

Annexe 1

Graphiques conséquences des canicules dans la presse écrite

Focus sur la couverture du secteur « Travail »

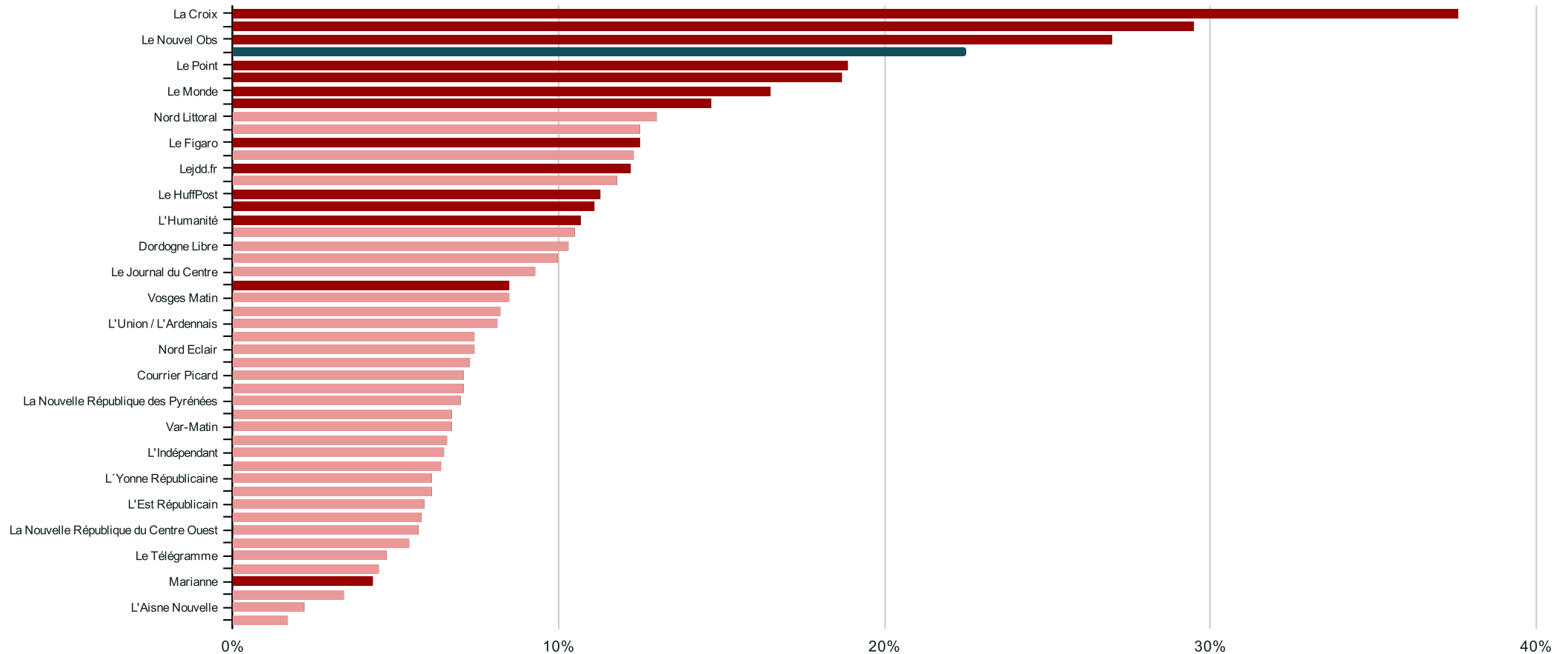
2026 - Épisode 2 du 17/06/2026 au 29/06/2026



Focus sur la couverture du secteur « Santé »

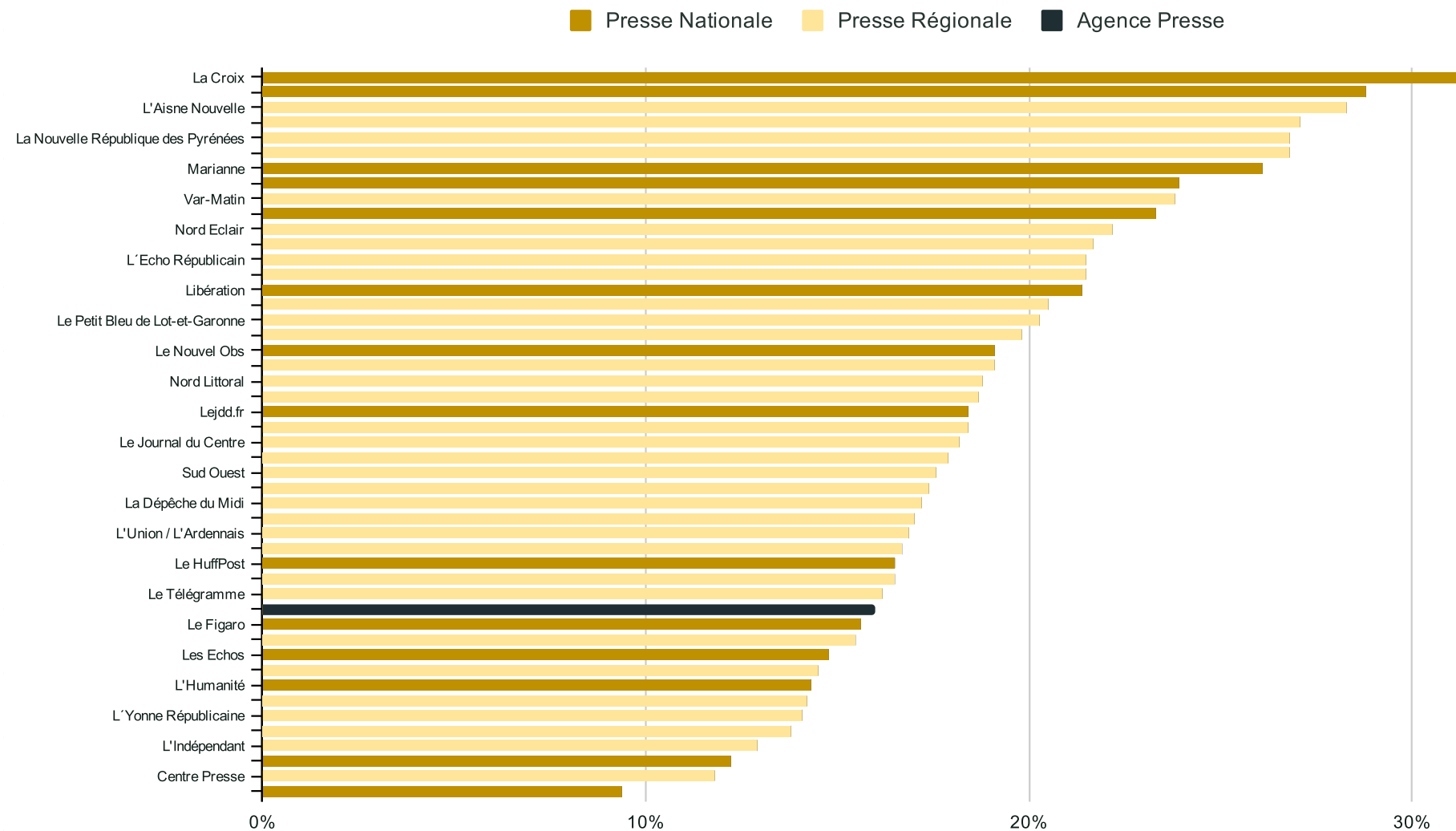
2026 - Épisode 2 du 17/06/2026 au 29/06/2026

■ Presse Nationale ■ Presse Régionale ■ Agence Presse



Focus sur la couverture du secteur « Enfance & écoles »

2026 - Épisode 2 du 17/06/2026 au 29/06/2026



Note méthodologique sur la couverture de la climatisation

Corpus

Export de presse écrite et web française (type Factiva/Europresse) sur la vague de chaleur du 17 au 29 juin 2026 : 1 438 articles mentionnant la climatisation. Presse écrite uniquement.

Dédoublonnage

Les rééditions d'un même article à travers les titres d'un groupe (syndication PQN/PQR) ont été regroupées par titre normalisé + date et par empreinte de contenu. Au sein de chaque groupe, on conserve la version au corps le plus long (l'article réel, et non le teaser « à la Une »). > 1 097 articles uniques.

Périmètre « cadré climatisation »

Retenus les articles où la climatisation est un objet central : terme « climatisation » / « pompe à chaleur » dans le titre, ou au moins 5 occurrences du champ lexical (climatis*, clim, air conditionné, pompe à chaleur, PAC). > 398 articles, ramenés à 396 après élimination des quasi-doublons résiduels. C'est la base de référence des pourcentages, sauf mention contraire.

Codage hybride

Les indicateurs mécaniquement détectables (occurrences, mention d'une PAC, référence au plan RN, mots-clés « limites » et « publics fragiles », format vrai/faux, citation d'experts) ont été extraits automatiquement. Les jugements fins ont été codés par lecture intégrale des 166 articles où ils étaient en jeu (débat plan RN, gauche + idéologie, ou mention de la PAC) ; les autres relèvent du seul codage automatique.

Variables de jugement clés

- Posture idéologique prêtée à la gauche : présence (oui/non), puis origine : sourcée (vote, citation nommée, document) vs. rhétorique (caractérisation d'auteur), et registre (édito / politique cité / constat).
- Procès idéologique du RN (climatoscepticisme, déni, revirement) : vérifié à la main, article par article, pour être strictement comparable au procès fait à la gauche.
- Distinction clim = pompe à chaleur ; traitement du chiffrage du plan RN (flou souligné / chiffres repris / mention simple) ; tonalité (pro-clim / équilibré / factuel / anti-clim).

Bases de calcul

Les pourcentages portent sur les 396 articles, à l'exception de la tonalité, fiable sur les 166 articles lus ; la typologie des positions, calculée sur les 98 articles qui prennent réellement position (hors comptes rendus factuels).

Précautions

La posture éditoriale est analysée, pas les citations : d'où le constat « aucun article anti-clim » alors même que des propos hostiles y sont rapportés. « Factuel » est la valeur par défaut des 232 articles non lus (news de canicule) : ce total est donc un plancher, ce qui justifie d'analyser les positions sur la sous-base « prend position ».

Quelques rééditions PQN/PQR subsistent ; les rapports mis en avant (ex. procès idéologique deux fois plus fréquent contre la gauche : 53 vs 27) sont stables quel que soit le mode de dédoublonnage.

Traitement local : le comptage et le filtrage n'ont mobilisé aucun service externe ; seule la phase de lecture-codage a fait appel à un modèle de langage.

Annexe 3

Note méthodologique sur la couverture médiatique du véhicule électrique

ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE – Codage par angles de la couverture du véhicule électrique

Corpus

Articles de presse écrite issus de la base Factiva de l'Observatoire (environ 50 titres), publiés entre le 1^{er} janvier et le 23 juillet 2026, hors doublons signalés par le fournisseur. Le corpus est constitué par expressions régulières combinant trois portes d'entrée : la cooccurrence rapprochée d'un terme de véhicule et d'un terme d'électrification (moins de 60 caractères d'écart, sans franchir une fin de phrase), les dispositifs de politique publique (bonus écologique, leasing social, échéance 2035), et l'infrastructure de recharge. Volume retenu : 8 572 articles.

Codage

Neuf angles de cadrage ont été définis a priori, à partir des controverses identifiées dans le débat public : pouvoir d'achat, sortie des énergies fossiles, souveraineté énergétique, crise pétrolière, santé et pollution de l'air, métaux critiques, concurrence chinoise, industrie et emploi, opposition « bagnole » contre « écologie punitive ». Chaque angle est détecté par un dictionnaire d'expressions appliqué au titre, au chapô et au corps de l'article. Le codage est booléen et non exclusif : un article peut porter plusieurs angles.

Validation

Trois contrôles ont été menés. D'abord un test de discrimination : un angle dont la fréquence dépasse 70 % du corpus ne discrimine plus rien et a été redéfini. C'est le cas de l'angle « sortie des fossiles », scindé en une version large mesurant la simple mention du thermique et une version stricte mesurant le cadrage explicite. L'écart est important : 81,6 % des articles détectés par la version large ne le sont pas par la version stricte. Ensuite un test de robustesse : tous les résultats ont été recalculés sur un sous-corpus resserré aux articles comptant au moins deux mentions rapprochées de véhicule électrique ($n = 2\,787$), puis sur ce même sous-corpus limité aux articles de plus de 250 mots. Les écarts observés sont stables, voire amplifiés, dans les trois configurations. Enfin une relecture manuelle d'échantillons aléatoires de titres pour chaque angle et pour les semaines de pic.

Faux positifs et limites

Environ 18 % du corpus relève du bruit, principalement des articles où le véhicule électrique n'est qu'une mention incidente (essais automobiles, brèves économiques, sujets industriels connexes). Ce bruit est réparti uniformément dans le temps et n'affecte donc pas les comparaisons de périodes, mais il pèse sur les niveaux absolus. Par ailleurs, 17,7 % des articles reprennent un titre déjà présent dans le corpus, effet des dépêches d'agence reprises en presse quotidienne régionale.

Trois limites doivent être signalées. Le codage détecte la présence d'un thème, pas sa valence : un article dénonçant la dépendance aux terres rares et un article vantant le recyclage des batteries sont codés à l'identique. Deux angles se sont révélés trop peu fréquents pour être exploités seuls, la santé et la pollution de l'air (3,5 %) et la critique de l'usage, autonomie et recharge (1,8 %). Enfin, les dictionnaires sont non exhaustifs par construction et privilégient la précision sur le rappel.